

Bulletin trimestriel

Conjoncture économique

N° 145 - Statistiques au 31/12/2010



Nouvelle-Calédonie

L'Institut d'émission d'outre-mer est **la banque centrale** de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie et de Wallis et Futuna.

- Il assure **l'émission de la monnaie** ayant cours légal dans ces territoires : **le franc CFP** (Change Franc Pacifique) dont l'Etat français garantit la convertibilité sur la base d'une parité fixée depuis le 1^{er} janvier 1999 à 1.000 F CFP pour 8,38 euros. Il met en circulation des billets de valeur faciale de 10 000, 5 000, 1 000 et 500 F CFP et des pièces de 100, 50, 20, 10, 5, 2, 1 F CFP. Il contrôle scrupuleusement le volume et la qualité des signes monétaires.

- Il veille au bon fonctionnement du **système bancaire** en collaboration étroite avec les organismes nationaux chargés de la réglementation de la profession : Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissements (agrément), Comité de la réglementation bancaire et financière et Commission bancaire (contrôles et sanctions).

- Il conduit une **politique monétaire** visant à favoriser le développement économique dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique par l'intermédiaire du **refinancement**, sous certaines conditions, des crédits en faveur des secteurs économiques prioritaires et des zones économiquement défavorisées et également par le biais de la modulation du régime des réserves obligatoires.

- Il joue un rôle d'**observatoire économique** permanent en réalisant des enquêtes d'opinions régulières et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant notamment une lettre mensuelle et deux bulletins trimestriels de **conjoncture**. L'IEOM réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan **économique et financier** de chaque territoire et établit la **balance des paiements** de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française (article 56 du titre 5 de la loi pour le développement économique des outre-mer - LODEOM).

- Il apporte ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : **cotation, centrale de bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques**, etc. Il assure dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'émission et la France métropolitaine. Ces mouvements transitent par le compte d'opérations ouvert au nom de l'IEOM dans les livres du Trésor public, ce compte garantissant de manière illimitée **la convertibilité du F CFP en euro** et la liberté des transferts.

- Il s'assure, en liaison avec la Banque de France, de **la sécurité des moyens de paiement** et de la pertinence des normes applicables en la matière, en vertu de l'article 71 de la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne.

- De plus, l'IEOM assure, en Nouvelle-Calédonie, dans ses locaux, **le secrétariat de la Commission de surendettement** des particuliers depuis le 1^{er} avril 2007 (décret n°2007-43 du 10 janvier 2007). Dans ce cadre, il instruit les dossiers de surendettement soumis à la décision de la Commission.

- Le dispositif de **médiation du crédit** a été mis en place en Nouvelle-Calédonie en novembre 2008. Il est semblable à celui déployé en métropole, la fonction de médiateur étant occupée par le directeur de l'agence. Le dépôt d'un dossier se fait au travers de la plate-forme internet élaborée pour la circonstance : <http://www.mediateurducredit.fr>

Synthèse 4

1- La conjoncture internationale et métropolitaine 4

2- La conjoncture régionale 4

3- La conjoncture économique de la Nouvelle-Calédonie 5

3-1 Introduction : Une embellie sur le climat des affaires 5

3-2 Légère inflexion de la hausse des prix 5

3-3 Baisse des demandeurs d'emplois 6

3-4 La demande des ménages toujours dynamique 6

3-5 L'investissement tiré par l'immobilier et les grands projets 6

3-6 Une balance commerciale fortement déficitaire 7

3-7 Des évolutions sectorielles plutôt bien orientées sauf dans l'aquaculture 7

Annexes statistiques 10

Note méthodologique 31

1- La conjoncture internationale et métropolitaine

Une reprise de l'économie mondiale toujours hésitante

Au quatrième trimestre 2010, l'économie mondiale a continué de se redresser mais plus lentement qu'au cours du premier semestre. Dans les économies avancées, le rythme de la croissance a été moins rapide qu'en début d'année et les hausses de prix sont restées modérées ; à contrario, la progression de l'activité est toujours forte dans les économies émergentes, malgré une décélération au dernier trimestre, mais les poussées inflationnistes se sont accentuées.

Le PIB des **États-Unis** a progressé de 3,2 % en rythme annualisé¹ au cours du quatrième trimestre 2010, après +2,6 %² au trimestre précédent. Ce trimestre a été marqué par une reprise de la demande intérieure et le déficit commercial s'est de nouveau atténué du fait de la hausse des exportations et du fléchissement des importations. Le taux de chômage a très légèrement diminué pour atteindre 9,4 % de la population active en décembre. Portée par la flambée des coûts de l'énergie, la hausse des prix s'est accélérée pour s'établir à 1,5 % en décembre sur un an. La Réserve Fédérale a maintenu ses taux d'intérêt directeurs dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25 %.

Dans **les pays émergents**, la croissance de l'activité économique est restée soutenue mais les prix ont continué à augmenter sous l'effet des hausses des prix des produits alimentaires et des matières premières. En Chine, le PIB, porté par l'investissement, a progressé de 9,8 % en volume³ en rythme annualisé au quatrième trimestre.

La croissance dans la **zone euro** reste modérée : le PIB s'est accru de 0,3 % au quatrième trimestre, comme au troisième trimestre 2010. La hausse des prix à la consommation dans la zone euro a continué de progresser : +2,2 % fin décembre 2010 (en glissement annuel) contre +0,9 % un an auparavant. Le taux de chômage dans la zone atteint 10,0 % en décembre 2010, soit une légère baisse par rapport à septembre (10,1 %). La BCE a maintenu inchangé son taux d'intérêt des opérations principales de refinancement, à 1 %.

En **France**, le PIB a progressé de 0,3 % au quatrième trimestre 2010 soit, pour l'ensemble de l'année, une croissance de 1,5 %, après une chute de 2,5 % en 2009. La consommation des ménages s'est accélérée (+0,9 % contre +0,5 % au troisième trimestre) et l'investissement des entreprises est reparti après le ralentissement du troisième trimestre (+0,6 % contre +0,4 % au trimestre précédent). L'amélioration du solde commercial a contribué positivement à la croissance (+0,5 point). L'indice des prix à la consommation a progressé de 0,5 % en décembre, tiré essentiellement par les prix des produits pétroliers et par la hausse saisonnière des prix des services et des produits frais ; sa progression en glissement annuel s'établit à 1,8 %. Malgré une légère hausse de l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles (+0,2 %), le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de 0,4 % sur le trimestre.

2- La conjoncture régionale

Au **Japon**, la fin des programmes de soutien à la consommation et la baisse des dépenses d'investissement public ont entraîné un recul du PIB de 0,3 % durant le quatrième trimestre, après +0,8 % au troisième trimestre. Les exportations ont notamment été affectées par l'appréciation du yen. La Banque du Japon a maintenu ses taux d'intérêt directeurs dans une fourchette comprise entre 0 et 0,1 %.

Afin de lutter contre l'inflation, la Banque populaire de **Chine** a décidé, le 8 février, le relèvement de 25 points de base des taux d'emprunt et de dépôt sur un an, les portant respectivement à 6,06 % et 3,00 %.

En **Australie**, le PIB a crû de 0,2 % au troisième trimestre 2010 par rapport au trimestre précédent et de 2,7 % sur un an. Cette croissance a été soutenue par la consommation des ménages (+0,6 %) et l'investissement (+0,9 %). Le taux de chômage est resté stable en décembre 2010 et janvier 2011, à 5,0 % de la population active. La banque centrale australienne a décidé, le 1^{er} février 2011, de maintenir son taux directeur à 4,75 % et a entamé des travaux de mesure de l'impact économique des inondations qui ont touché l'État du Queensland.

Au troisième trimestre 2010, le PIB **néo-zélandais** s'est contracté de 0,2 %, en raison principalement du repli de l'activité dans les secteurs manufacturier et de la construction. Sur un an, le PIB progresse cependant de 1,4 %. Le taux de chômage s'est dégradé, pour s'établir à 6,8 % de la population active contre 6,4 % au troisième trimestre. L'indice des prix à la consommation s'est apprécié de 2,3 % par rapport au trimestre précédent, en lien avec la hausse, en octobre, de la taxe sur les produits et services, portée de 12,5 % à 15 %. Dans l'attente d'une reprise économique plus robuste, la banque centrale néo-zélandaise a décidé, le 27 janvier, de maintenir son taux directeur à 3,0 %.

¹ Soit +0,8 % par rapport au trimestre précédent.

² Soit +0,6 % par rapport au trimestre précédent.

³ Soit +2,4 % par rapport au trimestre précédent.

3- La conjoncture économique de la Nouvelle-Calédonie

3.1. – Introduction : Une embellie sur le climat des affaires

L'Indicateur du climat des affaires (ICA) en Nouvelle-Calédonie, calculé à partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité (hors nickel), s'est nettement redressé au 4^{ème} trimestre. Il se situe désormais à 98, niveau certes toujours inférieur à la moyenne de longue période (100), mais 5,0 points au-dessus du point bas de l'année atteint au trimestre précédent.

Cette hausse, la première constatée depuis le premier trimestre 2010, permet de combler la moitié de la dégradation enregistrée depuis cette date. Cette amélioration est liée principalement à des anticipations plutôt optimistes sur le court terme aussi bien du point de vue de l'activité que de la trésorerie, le seul bémol portant encore sur l'évolution des effectifs.

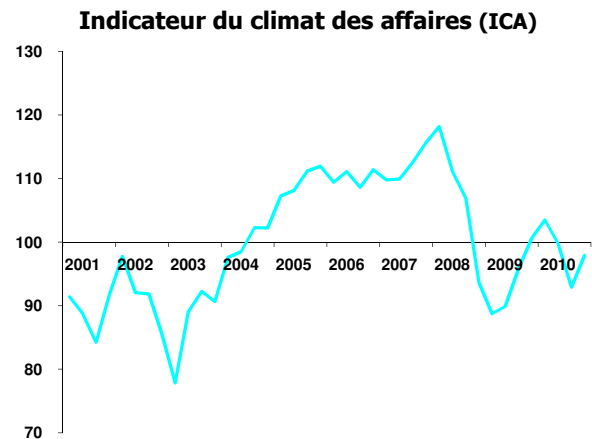
Malgré cette embellie sur le court terme, les craintes à moyen terme ne semblent pas, pour autant, disparaître. Ainsi, la prudence reste très marquée en ce qui concerne notamment les prévisions d'investissement à douze mois.

Cette amélioration du moral des chefs d'entreprises va de pair avec des indicateurs plutôt favorablement orientés. Certains secteurs, comme le tourisme, ont même connu une nette amélioration au cours du 4^{ème} trimestre. Le chantier de l'usine du Nord continue d'influencer, parfois fortement, certaines statistiques et la consommation ainsi que l'investissement des ménages restent dynamiques tout comme le marché de l'emploi. Sources d'inquiétudes au cours de l'année, les finances publiques devraient bénéficier de rentrées fiscales importantes, en phase avec le dynamisme de l'économie et des cours du nickel élevés. Même l'inflation a ralenti en fin d'année mais elle reste à un niveau élevé. Si la tempête tropicale Vania, à l'origine d'un regain de tension sur les prix en début d'année 2011, devrait avoir un impact limité, d'autres facteurs sont potentiellement inflationnistes à court terme comme la flambée des cours de matières premières et des monnaies de la zone Pacifique. Au plan sectoriel, le tourisme devra confirmer sa bonne orientation de fin d'année, alors que le secteur du nickel devrait continuer de profiter d'une conjoncture porteuse avec des cours élevés. Le secteur de la construction, dopé par l'usine du Nord et la demande en logements, aura, pour sa part, à identifier des relais de croissance, alors que 2011 s'annonce comme une année charnière pour plusieurs grands chantiers (Jeux du Pacifique, usine du Nord).

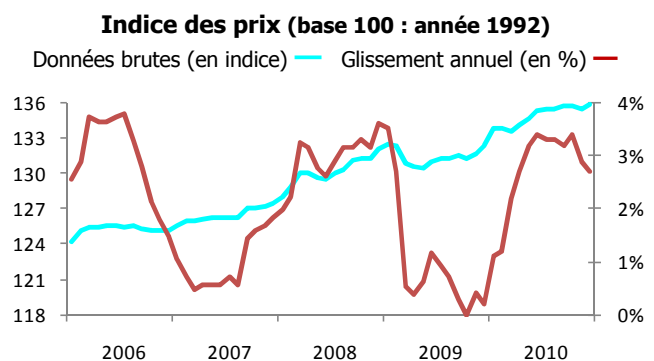
3.2. – Légère inflexion de la hausse des prix

L'indice des prix à la consommation est resté quasiment stable au 4^{ème} trimestre (+0,1 %). En glissement annuel, la hausse des prix passe d'un rythme de progression de +3,2 % à fin septembre à +2,7 % à fin décembre. Au cours de ce trimestre, le ralentissement de l'inflation est notamment imputable à la baisse des prix des fruits et des carburants, alors que ces derniers avaient contribué à eux seuls pour 0,5 point à la croissance des prix sur l'ensemble de l'année. Néanmoins, l'indice sous-jacent, qui mesure l'évolution des prix hors produits à variation fortement conjoncturelle (carburants, fruits et légumes, électricité), a vu son rythme de progression annuelle fortement ralentir, passant de 1,9 % à fin septembre à 1,3 % en fin d'année, preuve d'une baisse de la pression inflationniste.

La croissance de l'index BT 21 a ralenti également par rapport au trimestre précédent (+0,2 % après +1,5 % au 3^{ème} trimestre 2010) mais, contrairement à l'indice des prix à la consommation, a accéléré sur un an, à 3,7 %, du fait d'un effet base important (les prix à la construction ayant baissé de 4,7 % au 4^{ème} trimestre 2009). Par effet induit, l'Indice de révision des loyers (IRL) a suivi la même tendance sur un an, sa hausse restant néanmoins contenue à moins de 1 %



Source : IEOM, Enquête de conjoncture

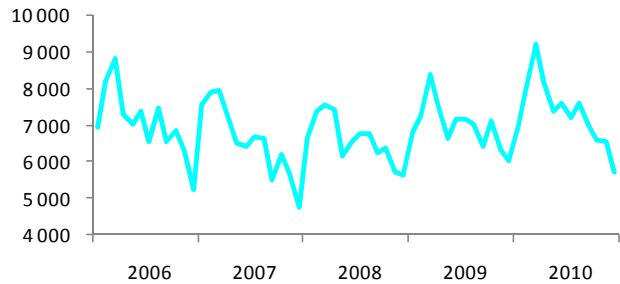


Source : ISEE

3.3. – Baisse des demandeurs d'emplois

Au terme du 4^{ème} trimestre, le nombre de demandeurs d'emploi s'est établi à 5 716, en recul de 18 % par rapport au trimestre précédent et de 5 % sur un an. Ces évolutions ont concerné l'ensemble des trois Provinces. Le nombre de chômeurs indemnisés a également diminué de 17 % par rapport au trimestre précédent et de 13 % sur un an. Parallèlement, les offres d'emploi nouvellement déposées ont marqué le pas par rapport au trimestre précédent (-26 %) et sur un an (-6 %). Cependant, avec 10 974 offres enregistrées en 2010, leur niveau est resté élevé, puisqu'il s'agit d'une de l'une des meilleures performances jamais enregistrées.

Demandes d'emploi enregistrées en fin de mois



Source : IDCNC

Preuve du dynamisme du marché du travail, l'emploi salarié, selon les premiers chiffres disponibles auprès de la CAFAT, a progressé de 1 % par rapport au 3^{ème} trimestre et gagne 3,1 % (4,0 % hors services publics et semi publics) en 2010, avec près de 2 200 créations nettes. En 2009, la croissance avait atteint 2,2 % (2,3 % hors services publics et semi publics), soit un peu plus de 1 500 créations nettes.

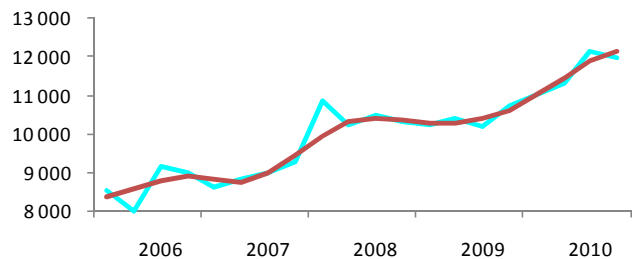
3.4. – La demande des ménages toujours dynamique

La consommation des ménages a continué d'être dynamique. La plupart des indicateurs correspondants affichent de fortes croissances : c'est le cas notamment des importations de biens de consommation courante, des produits alimentaires et des immatriculations de véhicules de tourisme (respectivement +12 %, +7 % et +4 %). Seules les importations de véhicules de tourisme ont été en retrait (-6 % après +2 % au 3^{ème} trimestre).

Importations de biens de consommation courante

(en millions de F CFP)

Données CVS — Tendances



Sources : Service des douanes, ISEE

Les encours de crédit à la consommation des ménages ont continué de croître (+1,7 %) sur le 4^{ème} trimestre 2010. En matière d'octrois de crédits nouveaux, la situation apparaît plus contrastée (-17 % par rapport au trimestre précédent mais +11 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2009). Cependant, ce contraste apparent est lié à un niveau de production record au troisième trimestre 2010. Les indicateurs de vulnérabilité des ménages s'améliorent légèrement, avec une baisse des incidents de paiements sur chèque et du nombre de personnes physiques en interdiction bancaire. Seul indicateur encore mal orienté, les décisions de retrait de cartes bancaires progressent de 11 % sur le trimestre.

3.5. – L'investissement tiré par l'immobilier et les grands projets

■ L'investissement immobilier des ménages

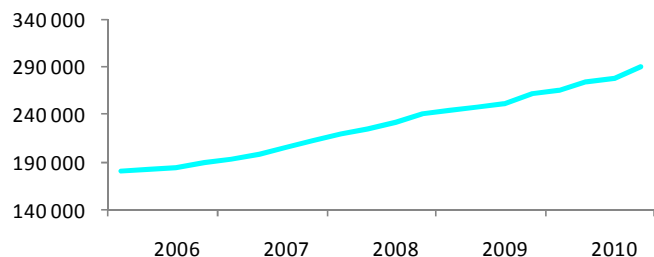
Le rythme de croissance des encours de crédits à l'habitat a nettement accéléré au cours du 4^{ème} trimestre, à +4,5 % contre +1,5 % le trimestre précédent. Cette accélération, habituelle en fin d'année, conduit à une progression annuelle soutenue sur un an (+10,9 %, contre +8,2 % en 2009).

La production de crédits à l'habitat est soumise à de fortes variations saisonnières du fait du bouclage des opérations de défiscalisation en fin d'année. Ainsi, la production nouvelle a progressé de 51 % par rapport au trimestre précédent. Cependant, avec plus de 18 milliards de crédits octroyés, la hausse est de 17 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2009 et le niveau atteint constitue un record en termes de production de crédits à l'habitat.

Encours bancaires des crédits à l'habitat (Ménages)

(en millions de F CFP)

Données CVS — Tendances



Source : IEOM

■ L'investissement des entreprises

Au 4^{ème} trimestre, les importations de biens d'équipement, après avoir dépassé le seuil des 10 milliards au trimestre précédent, se sont repliées de 22 %. Avec près de 8 milliards, elles restent cependant à un niveau élevé, en hausse de 17 % par rapport au dernier trimestre 2009. En cumul sur l'année, la progression atteint 23 %.

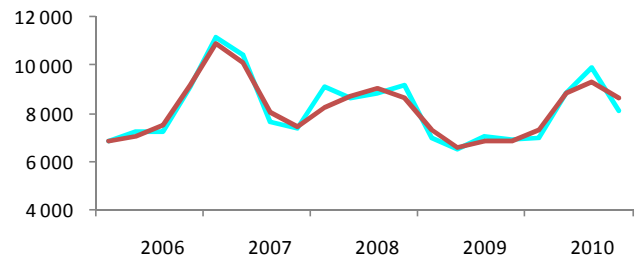
Les importations d'ensembles industriels, qui comptabilisent notamment les modules nécessaires à la construction de l'usine du Nord, ont progressé de 34 % par rapport au trimestre précédent et ont été multipliées par neuf sur l'année 2010. Les autres indicateurs sur l'investissement des entreprises,

comme les importations et les immatriculations de véhicules utilitaires, sont contrastés, les premières reculant de 4 % alors que les secondes augmentent de 7 % par rapport au trimestre précédent.

Importations de biens d'équipement

(en millions de F CFP)

Données CVS — Tendances



Source : ISEE

Les indicateurs de démographie des entreprises montrent un essoufflement en fin d'année : les créations d'entreprises reculent de 8 % par rapport au trimestre précédent et de 1,3 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2009, tandis que les cessations augmentent légèrement (+2 % sur le trimestre) tout en s'affichant en baisse sur un an (-12,4 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2009).

3.6. – Une balance commerciale fortement déficitaire

En fin d'année, les exportations ont suivi le retournement à la hausse des cours du nickel, enregistrant une hausse de 3,5 % après une baisse de 5 % au trimestre précédent. Dans le même temps, la progression des importations a nettement ralenti, du fait notamment de la baisse des importations de biens d'équipement et de véhicules. Le taux de couverture s'est ainsi stabilisé, passant de 34 % à 35 % sur la même période.

Sur l'année 2010, le déficit commercial a atteint le niveau record de 176 milliards de FCFP, alors même que les exportations (+45 %) ont été dopées par la hausse des cours du nickel (+48 %). Cette situation s'explique par la hausse des importations (+36 %) en lien avec le dynamisme de la consommation des ménages mais, surtout, avec l'arrivée des modules chinois pour la construction de l'usine du Nord.

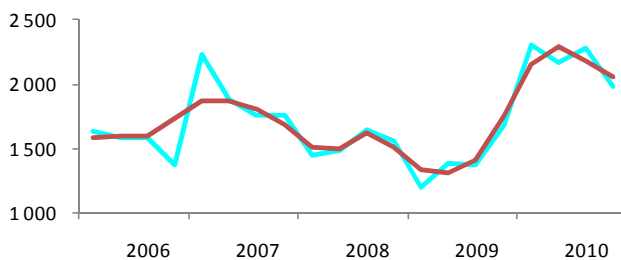
3.7. – Des évolutions sectorielles plutôt bien orientées sauf dans l'aquaculture

■ Un cours qui continue de doper les exportations de nickel

Production de produits miniers

(en milliers de tonnes)

Données CVS — Tendances

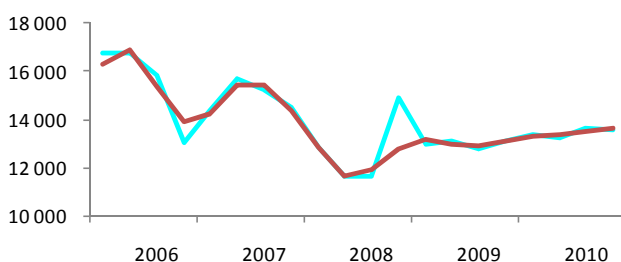


Source : Service des Mines

Production de produits métallurgiques

(en tonnes)

Données CVS — Tendances



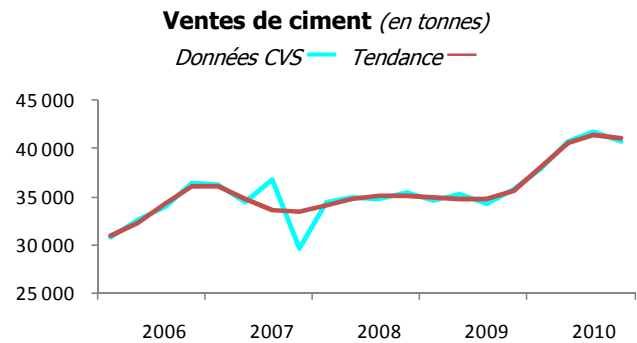
Source : Service des Mines

Au 4^{ème} trimestre, la production de minerai a reculé de 17 %, principalement du fait de la forte pluviométrie enregistrée sur cette période. Cette baisse n'a cependant pas affecté les exportations, qui ont progressé de 25 % sur la même période. Dans le même temps, la production de l'usine de Doniambo s'est accrue de 5 %. Sur un an, elle atteint 53 718 tonnes, soit une croissance de 3 % par rapport à 2009. 55 774 tonnes de métal ont été exportées par la SLN en 2010, auxquelles il convient de rajouter la commercialisation par Vale NC, au 4^{ème} trimestre, de 118 tonnes de métal (issu d'un produit semi-fini, le NHC « Nickel Hydroxyde Cake »), en attendant la remise en service de l'unité d'extraction primaire dont une des colonnes s'était effondrée le 21 avril dernier.

Les exportations de métal du territoire sont restées stables en valeur par rapport au 3^e trimestre 2010 mais ressortent en hausse de 44 % sur 2010, de même que les exportations de minerai (+78 %), dopées par la flambée des cours sur un an (+ 55%).

■ Le BTP bien orienté mais prudent

Après une première inflexion au 3^{ème} trimestre 2010 (-2 %), le recul des ventes de ciment s'est accentué au 4^{ème} trimestre (-6 %). Cette tendance est imputable à la baisse de la consommation de ciment hors chantier de Vavouto (-11 %) alors que la consommation de ciment du chantier, après avoir été en retrait au trimestre précédent (-52 %), est repartie à la hausse (+43 %). Bien qu'en recul, la consommation de ciment hors construction de l'usine du Nord se situe tout de même à un niveau élevé puisqu'elle est supérieure à celle enregistrée aux premier et second trimestres de l'année mais aussi à celle du 4^{ème} trimestre 2009.



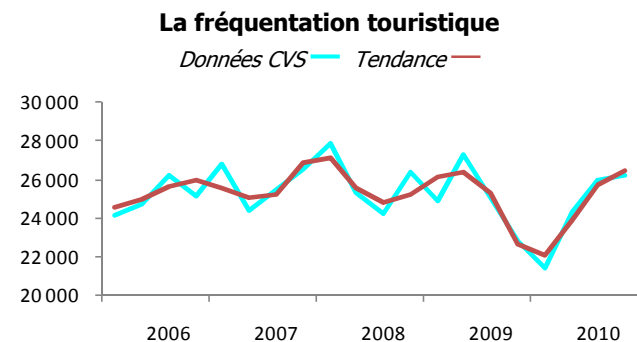
Source : Holcim (Nouvelle-Calédonie)

D'après les chefs d'entreprise répondant à l'enquête de conjoncture de l'IEOM, l'activité du 4^{ème} trimestre aurait continué de se contracter, les charges et la trésorerie de se détériorer, tandis que les prix de vente étaient à nouveau bien orientés comme en témoigne d'ailleurs l'indice BT 21. Ils anticipent, pour le 1^{er} trimestre 2011, un rétablissement de leur activité tout en affichant une certaine prudence au niveau de l'évolution de leurs effectifs, qui devrait se traduire par une baisse de leurs charges et une amélioration de leur trésorerie. En revanche, ils sont encore plus pessimistes qu'au trimestre précédent concernant leurs prévisions d'investissement pour les douze prochains mois.

■ Une reprise du tourisme en fin d'année

Après un premier semestre particulièrement décevant, la fréquentation touristique s'est redressée et le 4^{ème} trimestre s'est inscrit dans cette tendance. Avec 30 603 touristes, soit 4 000 de plus qu'au dernier trimestre 2009, il est proche des meilleurs résultats jamais enregistrés en termes de fréquentation. Pour autant, il n'aura pas permis de combler le retard accumulé en début d'année mais la baisse est au final contenue à 1 %.

Le marché métropolitain, principal marché émetteur, a notamment connu une forte hausse sur le 4^{ème} trimestre (+52 %). Autre motif de satisfaction, même s'il est moins rémunérateur pour le territoire, le nombre de croisiéristes a encore progressé au 4^{ème} trimestre, aussi bien en rythme trimestriel (+32 %) qu'annuel (+55 %) ; en 2010, la barre des 200 000 croisiéristes est ainsi franchie pour la première fois.



Source : ISEE

■ L'aquaculture de crevettes en plein marasme

L'aquaculture de crevettes, avec 746 tonnes exportées dont 9 tonnes seulement au dernier trimestre, a connu sa plus mauvaise année depuis 1996. En plus des problèmes structurels qui handicapent la filière, les éleveurs n'ont pas réussi à ensemercer suffisamment leurs bassins en raison d'un manque de post-larves.

Le secteur de la pêche hauturière poursuit son redressement. Les exportations de thons repassent au dessus des 1 000 tonnes pour la première fois depuis 2005 (début de la crise dans le secteur) grâce à un excellent second semestre (+31,5 % au 4^{ème} trimestre par rapport au dernier trimestre de 2009, après +76 % au trimestre précédent). Ces bons résultats sont dus notamment à des conditions météorologiques favorables qui ont permis une augmentation du nombre de jours en mer par bateau.

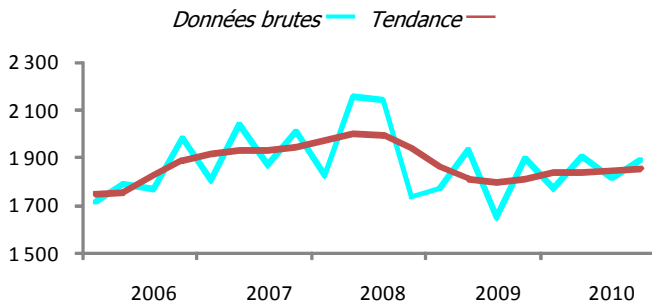
Après avoir enregistré un léger recul au trimestre précédent, les abattages de viande bovine sont repartis à la hausse au 4^e trimestre (+5 %), portant leur croissance à 12 % sur l'année 2010 ; ils ont retrouvé leur niveau de 2005, se rapprochant des 3 000 tonnes d'avant crise et confirmant le rétablissement de la filière. La filière porcine s'est également bien comportée, avec des abattages en progression sur le 4^e trimestre (+6 %) et sur l'année 2010 (+15 %).

*Annexes
Statistiques*

-1 Les ménages

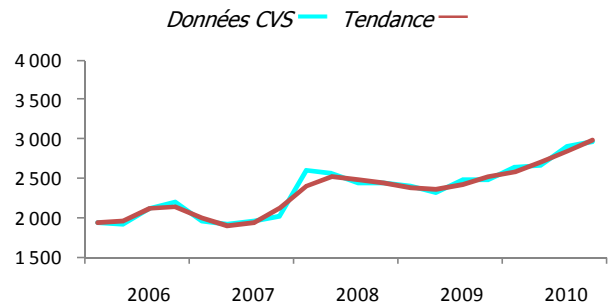
1-1 L'évolution de la consommation des ménages

Immatriculations de voitures particulières (en nombre)



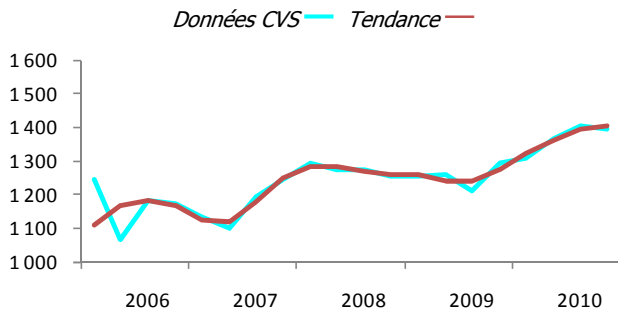
Source : Service des Mines

Importations de meubles, art ménager, entretien ou équipement de la maison (en millions de F CFP)



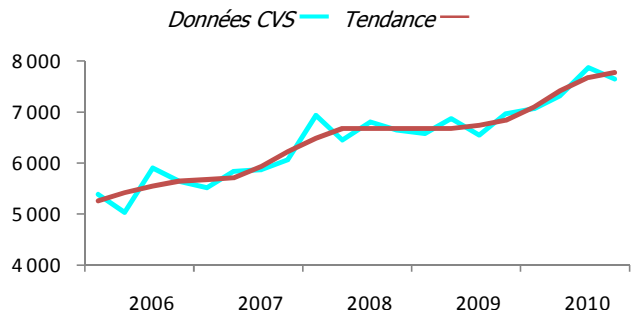
Sources : Service des Douanes, ISEE

Import. d'art. d'habillement et chaussures (en millions de F CFP)



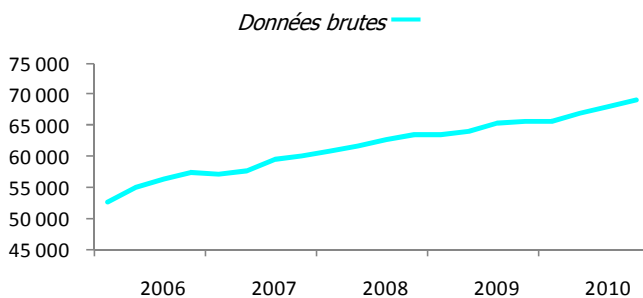
Sources : Service des Douanes, ISEE

Import. de produits alimentaires, boissons et tabac (en millions de F CFP)



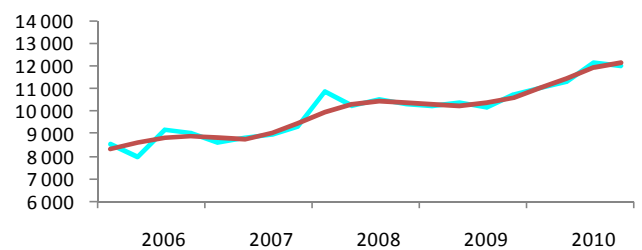
Sources : Service des Douanes, ISEE

Encours crédits à la consommation des ménages (en millions de F CFP)



Source : IEOM

Importations de biens de consommation courante (en millions de F CFP)



	3e trim. 2010	4e trim. 2010	Variation	Cumul 2009	Cumul 2010	Variation
CONSUMMATION DES MENAGES (en millions de F CFP)						
Importations de meubles, art ménager, entretien ou équipement de la maison	2 888	3 287	+ 13,8%	9 649	11 161	+ 15,7%
Immatriculations de voitures particulières (en nombre)	1 809	1 885	+ 4,2%	7 246	7 366	+ 1,7%
Importations de voitures de tourisme	4 444	4 190	- 5,7%	15 019	16 805	+ 11,9%
Importations d'articles d'habillement et chaussures	1 241	1 342	+ 8,1%	5 024	5 474	+ 8,9%
Importations de produits alimentaires, boissons et tabac	7 811	8 353	+ 6,9%	26 893	29 842	+ 11,0%
CONDITIONS DE FINANCEMENT (en millions de F CFP)						
Encours bancaires des crédits à la consommation des ménages	67 879	69 048	+ 1,7%	65 707	69 048	+ 5,1%

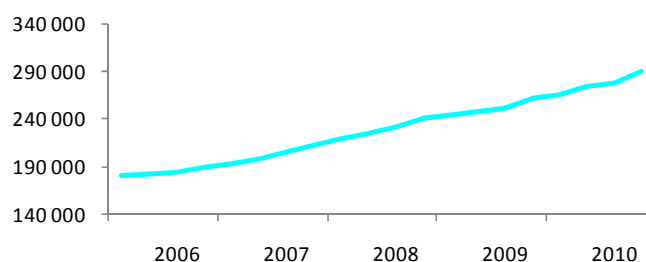
Sources : Service des Douanes, Service des Mines, ISEE, IEOM

1-2 L'investissement immobilier des ménages

Encours bancaires des crédits à l'habitat (Ménages)

(en millions de F CFP)

Données brutes



Source : IEOM

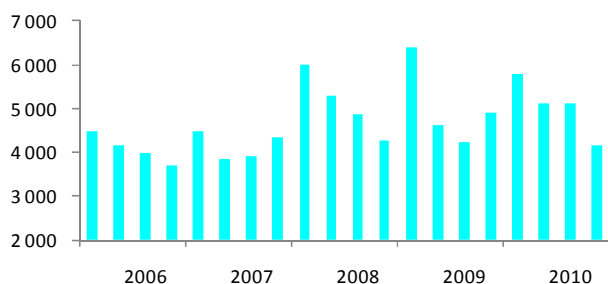
CONDITIONS DE FINANCEMENT	sept-2010	déc-2010	Variation	déc-2009	déc-2010	Variation
Encours des crédits à l'habitat des ménages (en millions de F CFP) (toutes zones d'émission confondues)	277 786	289 191	+ 4,1%	260 763	289 191	+ 10,9%

Sources : ISEE, IEOM

1-3 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages

Incidents de paiement sur chèques

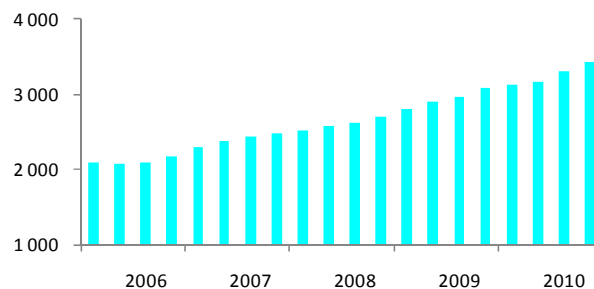
(en nombre)



Source : IEOM

Décisions de retraits de cartes bancaires

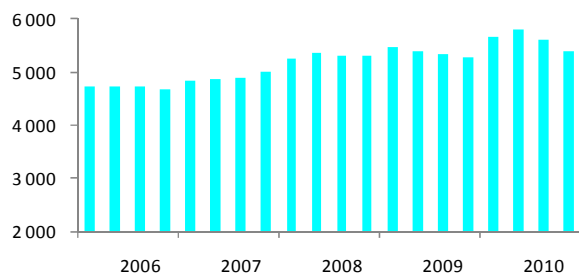
stock en fin de trimestre (en nombre)



Source : IEOM

Personnes physiques interdites bancaires

stock en fin de trimestre (en nombre)



Source : IEOM

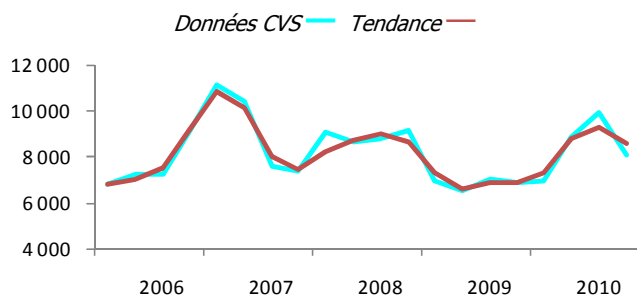
	3e trim. 2010	4e trim. 2010	Variation	Cumul 2009	Cumul 2010	Variation
INDICATEURS DE VULNERABILITE						
Décisions de retrait de cartes bancaires (Cumul)	568	632	+ 11,3%	1 842	2 104	+ 14,2%
Incidents de paiement sur chèques (Cumul)	5 119	4 173	- 18,5%	20 190	20 220	+ 0,1%
	sept-2010	déc-2010	Variation	déc-2009	déc-2010	Variation
Personnes physiques en interdiction bancaire (Stock)	5 613	5 399	- 3,8%	5 288	5 399	+ 2,1%

Source : IEOM

-2 Les entreprises par secteur

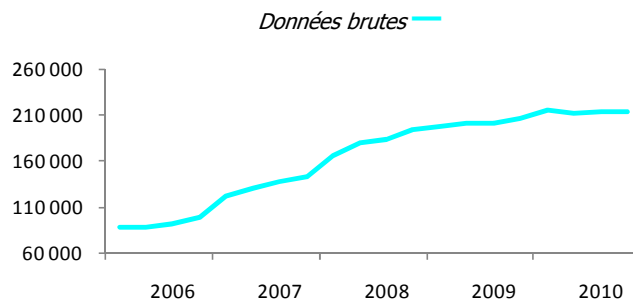
2.1 – L'investissement des entreprises

Importations de biens d'équipement (en millions de F CFP)



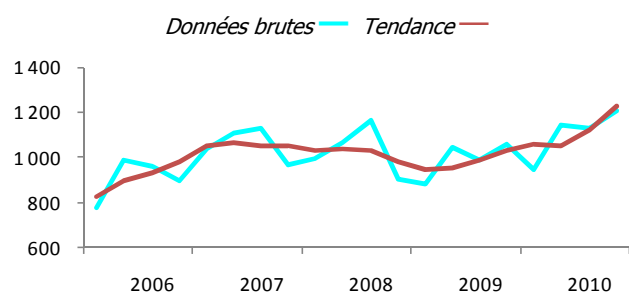
Sources : Service des douanes, ISEE

Encours bancaires des crédits d'investissement (toutes zones en millions de F CFP)



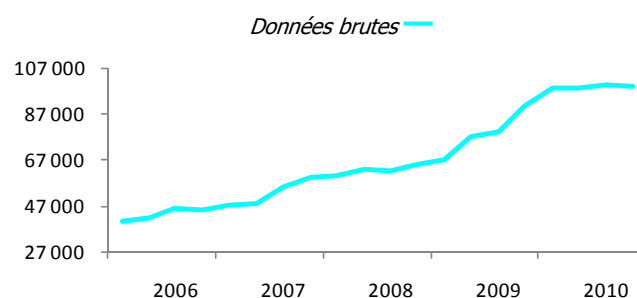
Source : IEOM

Immatriculations de véhicules utilitaires (en nombre)



Source : Service des Mines

Crédits à la construction des entreprises (en millions de F CFP)

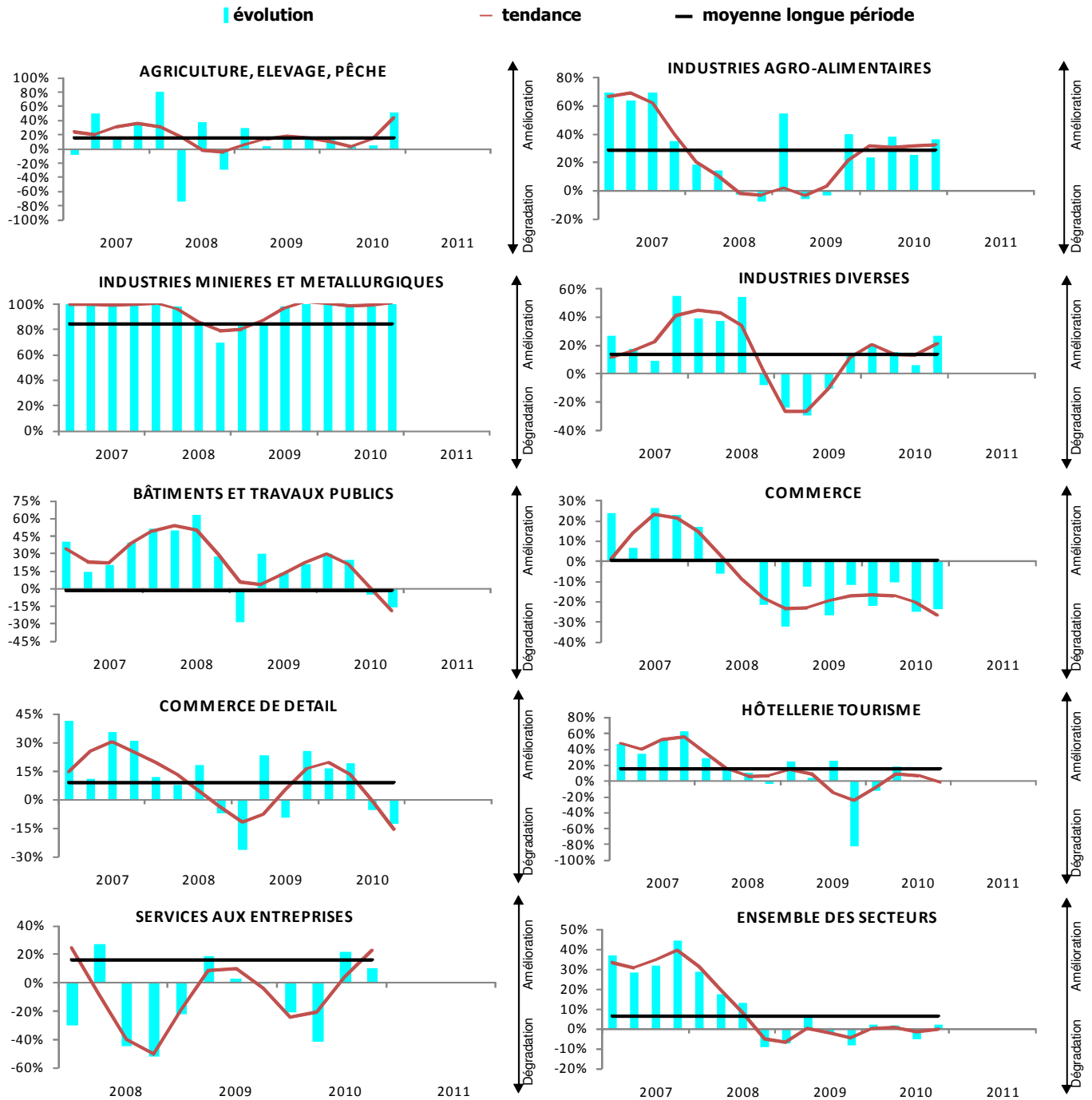


Source : IEOM

	3e trim. 2010	4e trim. 2010	Variation	Cumul 2009	Cumul 2010	Variation
INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES						
Importations de biens d'équipement (en millions de F CFP)	10 069	7 831	- 22,2%	27 506	33 835	+ 23,0%
Importations de voitures utilitaires (en millions de F CFP)	2 657	2 540	- 4,4%	9 012	9 063	+ 0,6%
Immatriculations de véhicules utilitaires neufs (en nombre)	1 127	1 204	+ 6,8%	3 973	4 419	+ 11,2%
CONDITIONS DE FINANCEMENT						
Encours des crédits d'investissement des entreprises (en millions de F CFP) (toutes zones d'émission confondues)	sept-2010	déc-2010	Variation	déc-2009	déc-2010	Variation
	213 291	213 900	+ 0,3%	206 208	213 900	+ 3,7%

Sources : Service des Douanes, Service des Mines, ISEE, IEOM

2.2 L'investissement des entreprises sur les douze prochains mois

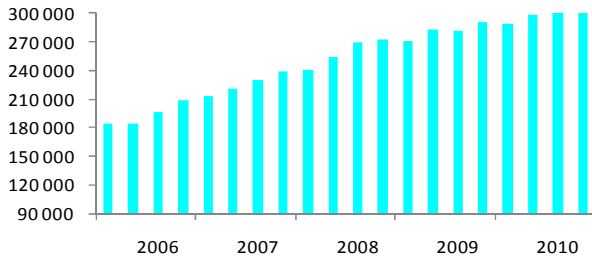


Source et réalisation : IEOM

2.3 - Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité des entreprises

Encours bancaire des crédits à l'ensemble des secteurs

(en millions de F CFP)
Données brutes

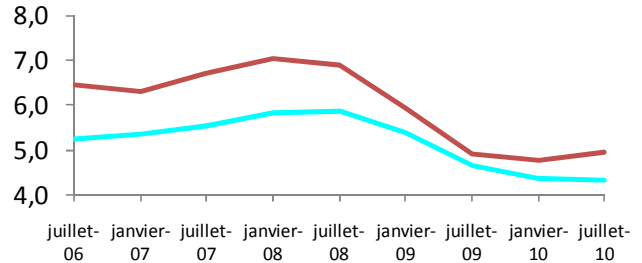


Source : IEOM

Coût du crédit aux entreprises

(Taux moyen pondéré, en %)

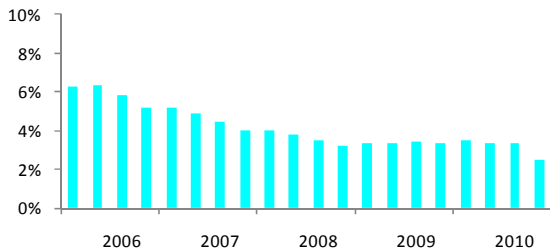
— Court terme — Moyen et long terme



Source : IEOM

Ensemble des secteurs

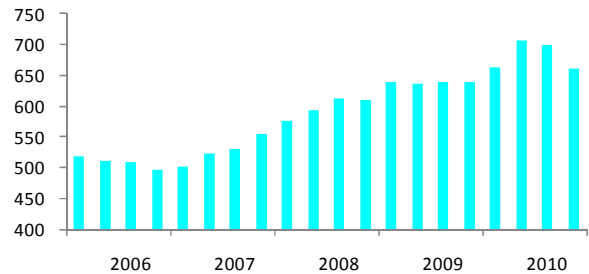
(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



Source : IEOM

Personnes morales interdites bancaires

(en nombre)

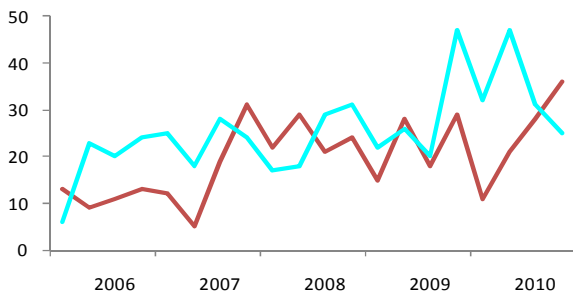


Source : IEOM

Redressements et liquidations judiciaires

(en nombre)

— Liquidations judiciaires — Redressements judiciaires



Source : Tribunal Mixte de Commerce

Créations et cessations d'entreprises

(en nombre)

— Créations d'entreprises — Cessations d'entreprises



Source : ISEE

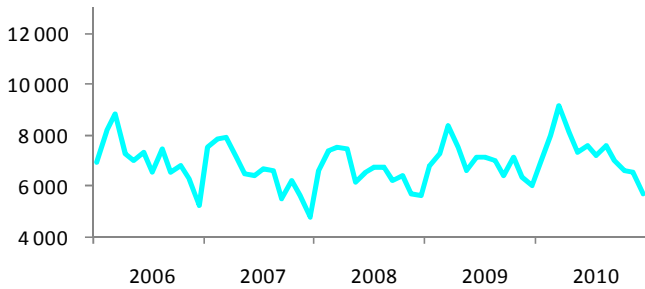
	3e trim. 2010	4e trim. 2010	Variation	Cumul 2009	Cumul 2010	Variation
INDICATEURS DE VULNERABILITE						
Redressements judiciaires (en nombre)	28	36	+ 28,6%	90	96	+ 6,7%
Liquidations judiciaires (en nombre)	31	25	- 19,4%	115	135	+ 17,4%
Créations d'entreprise (en nombre)	1 220	1 118	- 8,4%	4 608	5 128	+ 11,3%
Cessations d'entreprise (en nombre)	557	566	+ 1,6%	2 566	2 551	- 0,6%
Source : Tribunal Mixte de Commerce						
INDICATEURS DE VULNERABILITE						
Ratio créances douteuses brutes/total des crédits (en %)	sept-2010	déc-2010	Variation	déc-2009	déc-2010	Variation
	3,39%	2,50%	- 0,9 pts	3,37%	2,50%	- 0,9 pts
Personnes morales en interdiction bancaire (en fin de trimestre)	699	661	- 5,4%	638	661	+ 3,6%
Source : IEOM						
CONDITIONS DE FINANCEMENT						
Encours des crédits tous secteurs confondus (en millions de F CFP)	sept-2010	déc-2010	Variation	déc-2009	déc-2010	Variation
	303 275	307 727	+ 1,5%	291 063	307 727	+ 5,7%
Source : IEOM						

-3 Indicateurs macro-économiques

3.1 - Les indicateurs macro-économiques

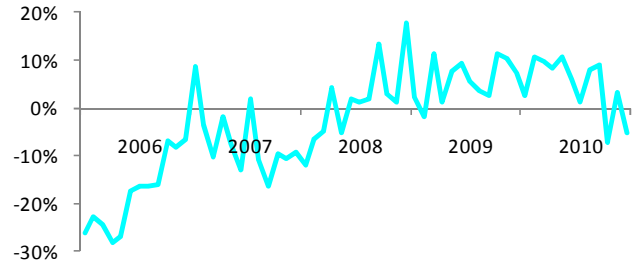
Demandes d'emploi en fin de mois (stock)

Demandes enregistrées en fin de mois
Données brutes



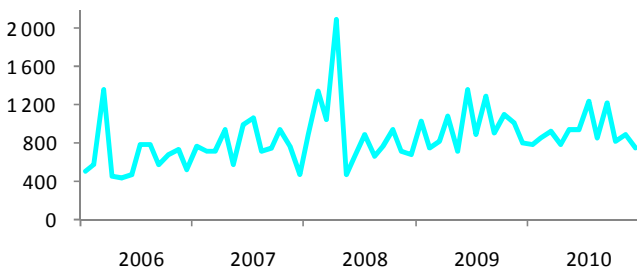
Source : IDCNC

Variations demandes d'emploi mensuelles brutes
glissement annuel



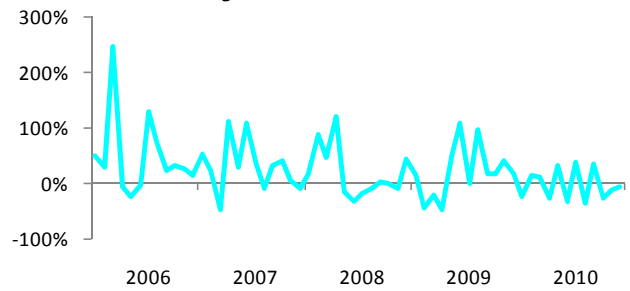
Nouvelles offres d'emploi enregistrées (flux)

Nouvelles offres enregistrées
Données brutes



Source : IDCNC

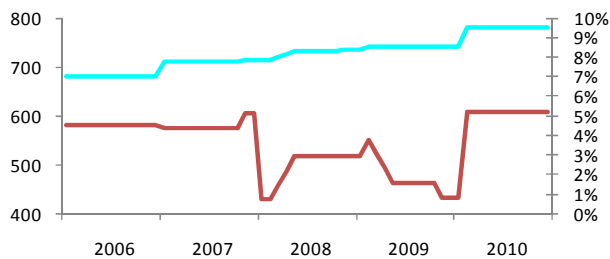
Variations offres d'emploi mensuelles
glissement annuel



Source : IDCNC

Salaire minimum garanti horaire (en F CFP)

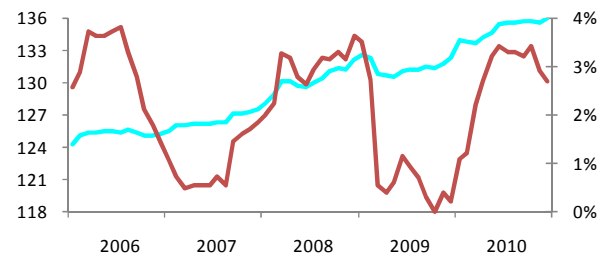
Données brutes — Glissement annuel (en %) —



Source : Journal Officiel de la Nouvelle-Calédonie

Indice des prix à la consommation

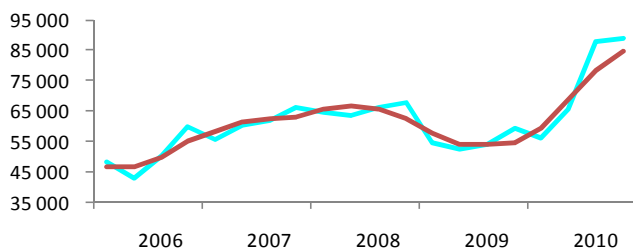
Données brutes (en indice) — Glissement annuel (en %) —



Source : ISEE

Importations (en millions de F CFP)

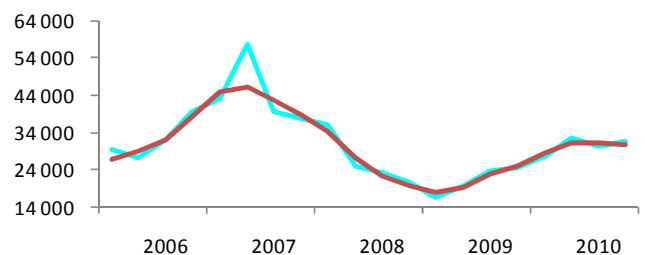
Données brutes — Tendence —



Sources : Service des Douanes-ISEE

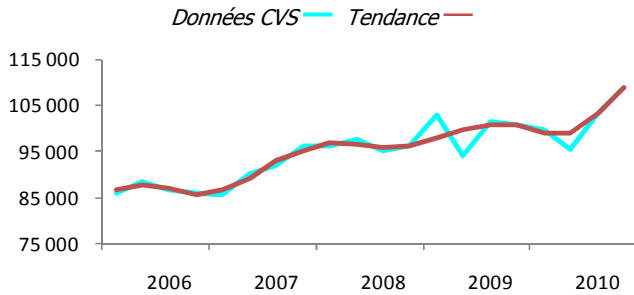
Exportations (en millions de F CFP)

Données brutes — Tendence —



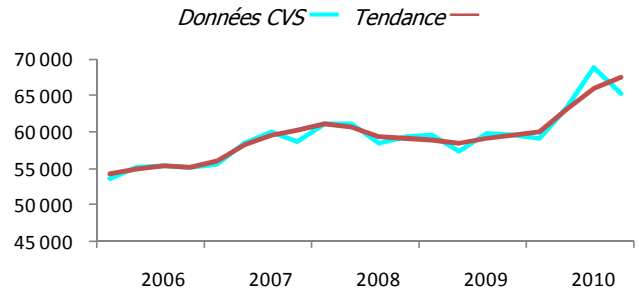
Sources : Service des Douanes-ISEE

Ventes d'électricité basse tension (en milliers de kWh)



Sources : EEC - ENERCAL

Ventes d'électricité moyenne tension (en milliers de kWh)



Sources : EEC - ENERCAL

	oct-2011	jan-2011	Variation (2) -(1) / (1)	Variation annuelle		
PRIX (Source : ISEE)*						
Indice des prix à la consommation (basse 100 : décembre 1992)	99,91	100,83	+ 0,9%	2,7%		
<small>* Les indices sont arrondis. Leurs variations et rythmes annuels le sont également, mais sont toutefois calculés sur les valeurs exactes (avant arrondis)</small>						
	nov-07	nov-08	févr-09	févr-10	jan-2011	
LE SALAIRE MINIMUM GARANTI (Source : JONC)						
Salaire horaire minimum garanti (en F CFP)	715,17	736,13	742,39	781,07	828,40	
	3e trim. 2010	4e trim. 2010	Variation	Cumul 2009	Cumul 2010	Variation
L'EMPLOI (Source : IDCNC)						
Statistiques de stock (en fin de mois)						
Demandes d'emploi (dernier mois du trimestre)	6 980	5 716	-18,1%	6 017	5 716	-5,0%
Demandes d'emploi (moyenne du trimestre)	7 258	6 287	-13,4%	6 489	6 287	-3,1%
Statistiques de flux (au cours du mois)						
Offres d'emplois nouvelles enregistrées	3 300	2 455	-25,6%	11 729	10 974	-6,4%
Chômage (Source : CAFAT)						
Chômeurs indemnisés	1 809	1 506	-16,7%	1 726	1 506	-12,7%
COMMERCE EXTERIEUR (Sources : Sce des Douanes - ISEE)						
Importations						
En valeur (en millions de F CFP)	87 901	89 156	1,4%	220 223	298 518	35,6%
En volume (en tonnes)	556 200	747 900	34,5%	1 662 600	2 295 600	38,1%
Exportations (p)						
En valeur (en millions de F CFP)	30 479	31 541	3,5%	84 503	122 212	44,6%
En volume (en tonnes)	1 227 318	1 538 103	25,3%	3 714 669	4 794 275	29,1%
Taux de couverture des importations par les exportations en valeur	34,7%	35,4%	+ 0,7 pts	38,4%	40,9%	+ 2,6 pts
ENERGIE (Sources : ENERCAL - EEC)						
Electricité produite (en millions de kWh)						
D'origine thermique	521	567	8,9%	2 245	2 292	2,1%
D'origine hydraulique	457	483	5,7%	1 719	1 979	15,1%
D'origine hydraulique	58	74	28,7%	486	281	-42,1%
D'origine éolienne	6	10	55,4%	40	31	-21,6%
Electricité consommée (en millions de kWh)						
Distribution S.L.N.	263	617	134,6%	2 087	1 446	-30,7%
Distribution S.L.N.	12	329	2633,5%	1 305	359	-72,5%
Distribution E.E.C.	104	111	6,4%	604	420	-30,5%
Distribution ENERCAL	146	177	20,7%	178	667	274,7%
Ventes d'électricité (en millions de kWh)						
Basse tension	156	172	10,2%	635	662	4,2%
Moyenne tension	95	106	12,3%	399	407	2,0%
Moyenne tension	62	66	7,0%	236	255	8,1%

(p) Données provisoires pour l'année 2007

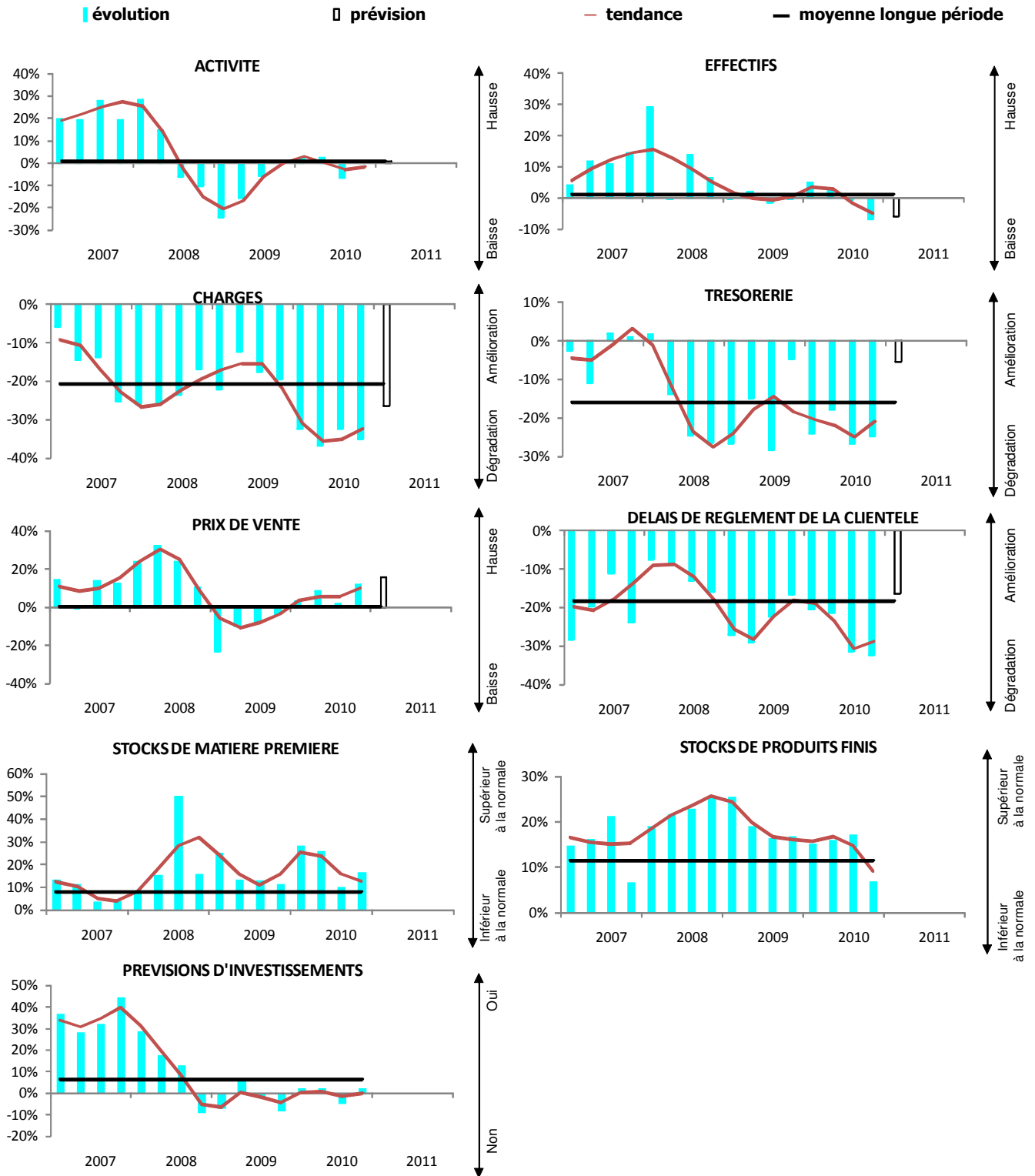
nd : non disponible

ns : non significatif

- 4 Les secteurs d'activité

4.1 Vue d'ensemble

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise au 31 décembre 2010 (hors mines et métallurgie)

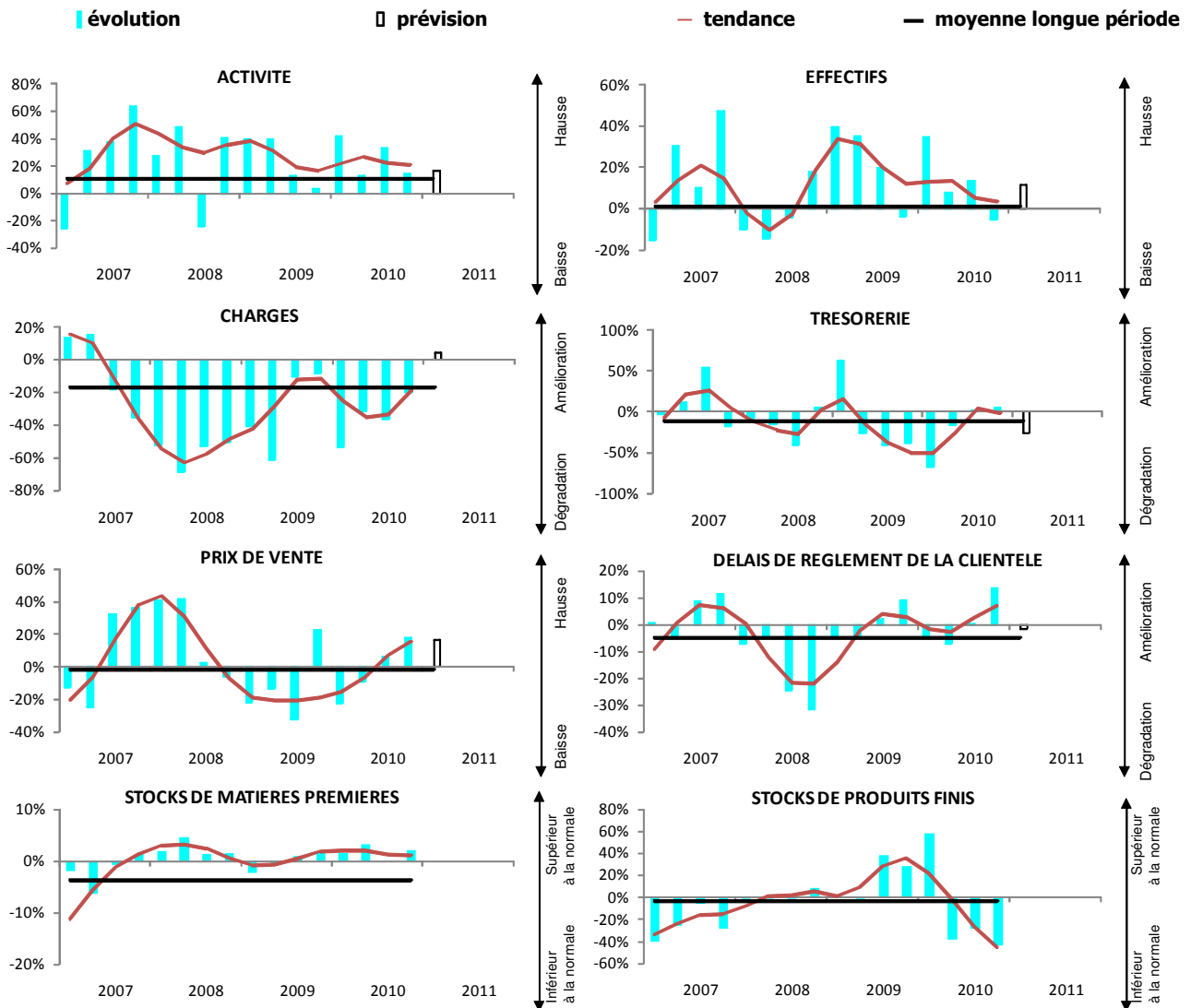


Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 199 entreprises pour 150 réponses.

4-2 Agriculture, élevage, pêche et aquaculture

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur « Agriculture, élevage, pêche et aquaculture » au 31 décembre 2010



Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

	3e trim. 2010	4e trim. 2010	Variation	Cumul 2009	Cumul 2010	Variation
ELEVAGE (Sources : ISEE - OCEF)						
Abattages contrôlés (en tonnes)						
Viande bovine	704	738	+ 4,9%	2 443	2 733	+ 11,9%
Viande porcine	402	425	+ 5,9%	1 299	1 499	+ 15,3%
Importations de viandes						
Viande bovine						
. en tonnes	403	430	+ 6,7%	1 749	1 667	- 4,7%
. en millions de F CFP	270	280	+ 3,7%	857	1 037	+ 21,0%
Viande porcine						
. en tonnes	140	112	- 20,0%	359	556	+ 54,9%
. en millions de F CFP	39	27	- 30,8%	106	165	+ 55,7%
AQUACULTURE (Source : ISEE)						
Exportations de crevettes (en tonnes)	216	9	- 95,8%	1 079	746	- 30,9%
Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	275	14	- 94,9%	1 317	1 025	- 22,2%
PECHE (Source : Service des Douanes-ISEE)						
Exportations de thons, crevettes et holothuries						
. en tonnes	699	255	- 63,5%	2 085	1 893	- 9,2%
. en millions de F CFP	546	174	- 68,2%	2 014	1 668	- 17,2%

Sources : ISEE, IEOM

Abattages de viande bovine (en tonnes)

Données CVS — Tendance



Source : OCEF

Importations de viande bovine (en tonnes)

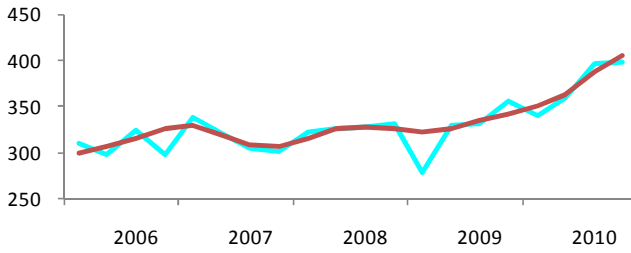
Données CVS — Tendance



Sources : Service des Douanes-ISEE

Abattages de viande porcine (en tonnes)

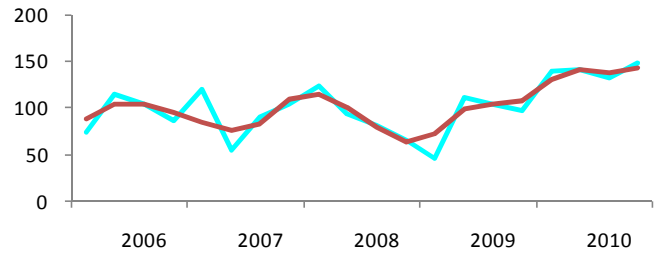
Données CVS — Tendance



Source : OCEF

Importations de viande porcine (en tonnes)

Données CVS — Tendance



Sources : Service des Douanes-ISEE

Exportations de crevettes

(en tonnes)

Données CVS — Tendance

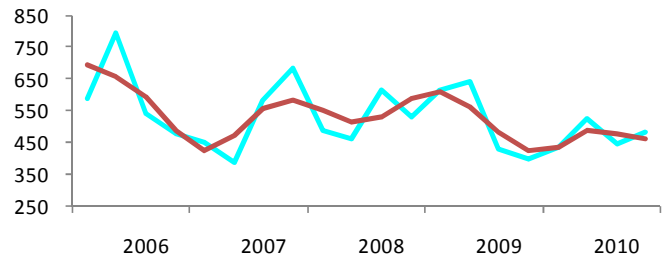


Source : ISEE

Exportations de thons, crevettes et holothuries

(en tonnes)

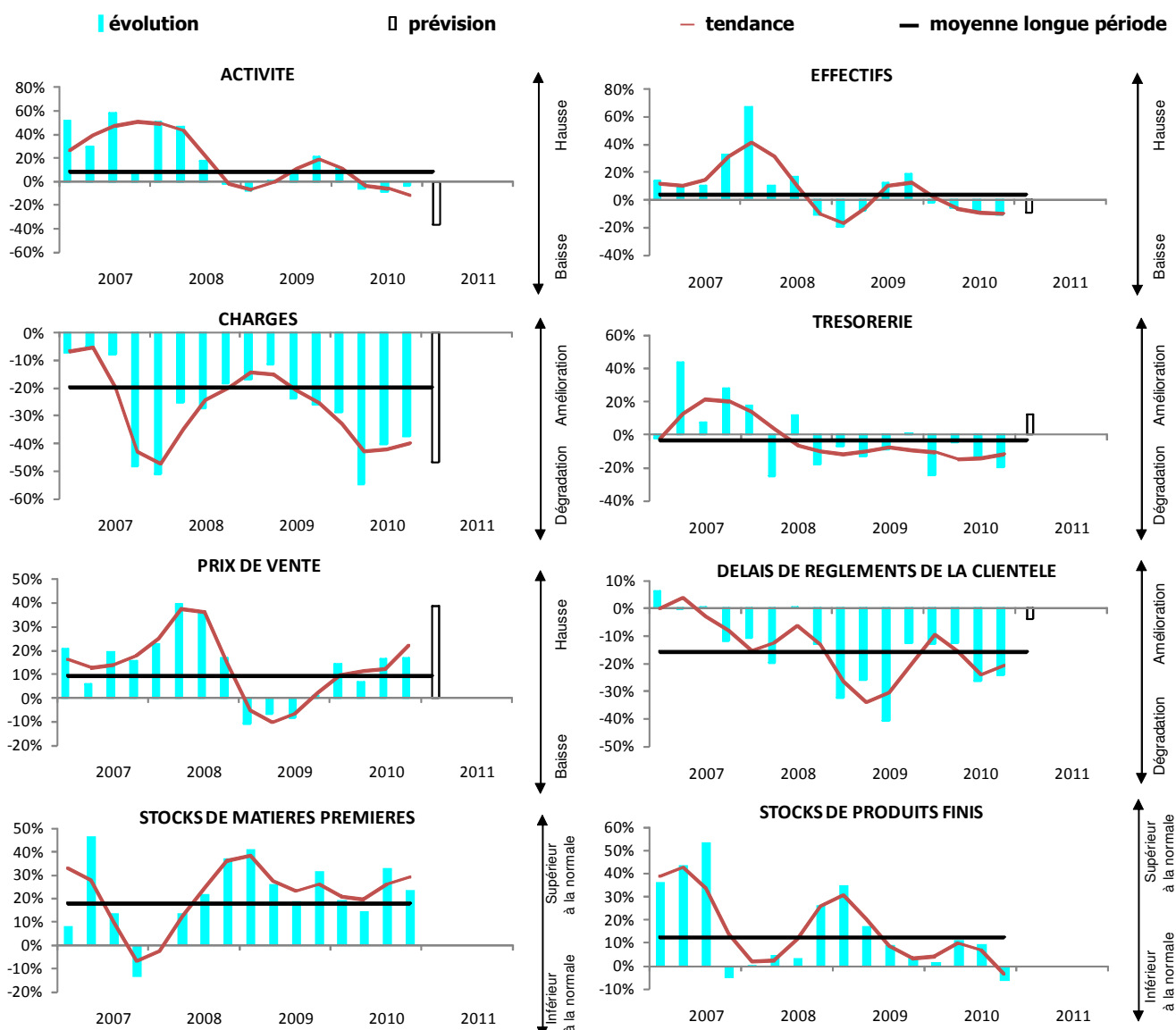
Données CVS — Tendance



Source : Service des Douanes-ISEE

4-3 Industries

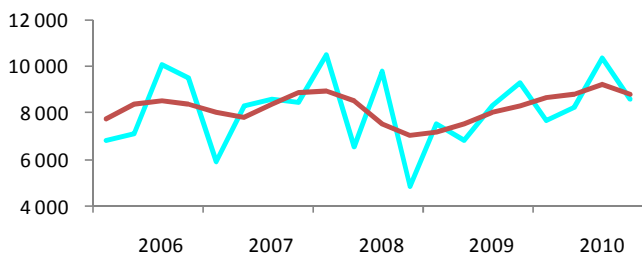
Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur des industries au 31 décembre 2010



Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

Importations de céréales (en tonnes) (y compris pour l'alimentation animale)

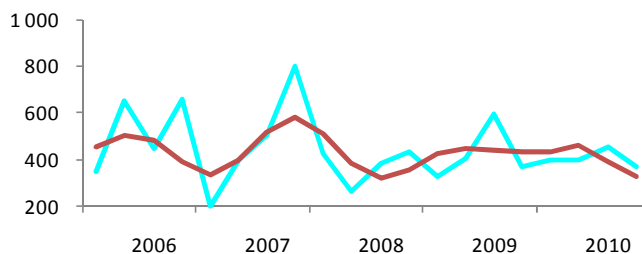
Données Brutes — Tendance —



Sources : Services des Douanes, ISEE

Importations de lait en poudre (en tonnes)

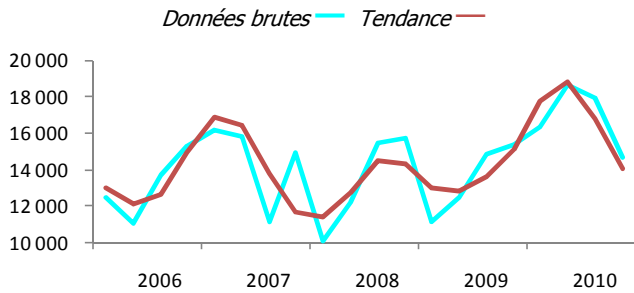
Données brutes — Tendance —



Sources : Services des Douanes, ISEE

	3e trim. 2010	4e trim. 2010	Variation	Cumul 2009	Cumul 2010	Variation
INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES						
Céréales (en tonnes)	10 376	8 556	- 17,5%	31 891	34 848	+ 9,3%
Lait en poudre (en tonnes)	456	369	- 19,2%	1 694	1 614	- 4,8%

Importations de métaux (en tonnes)



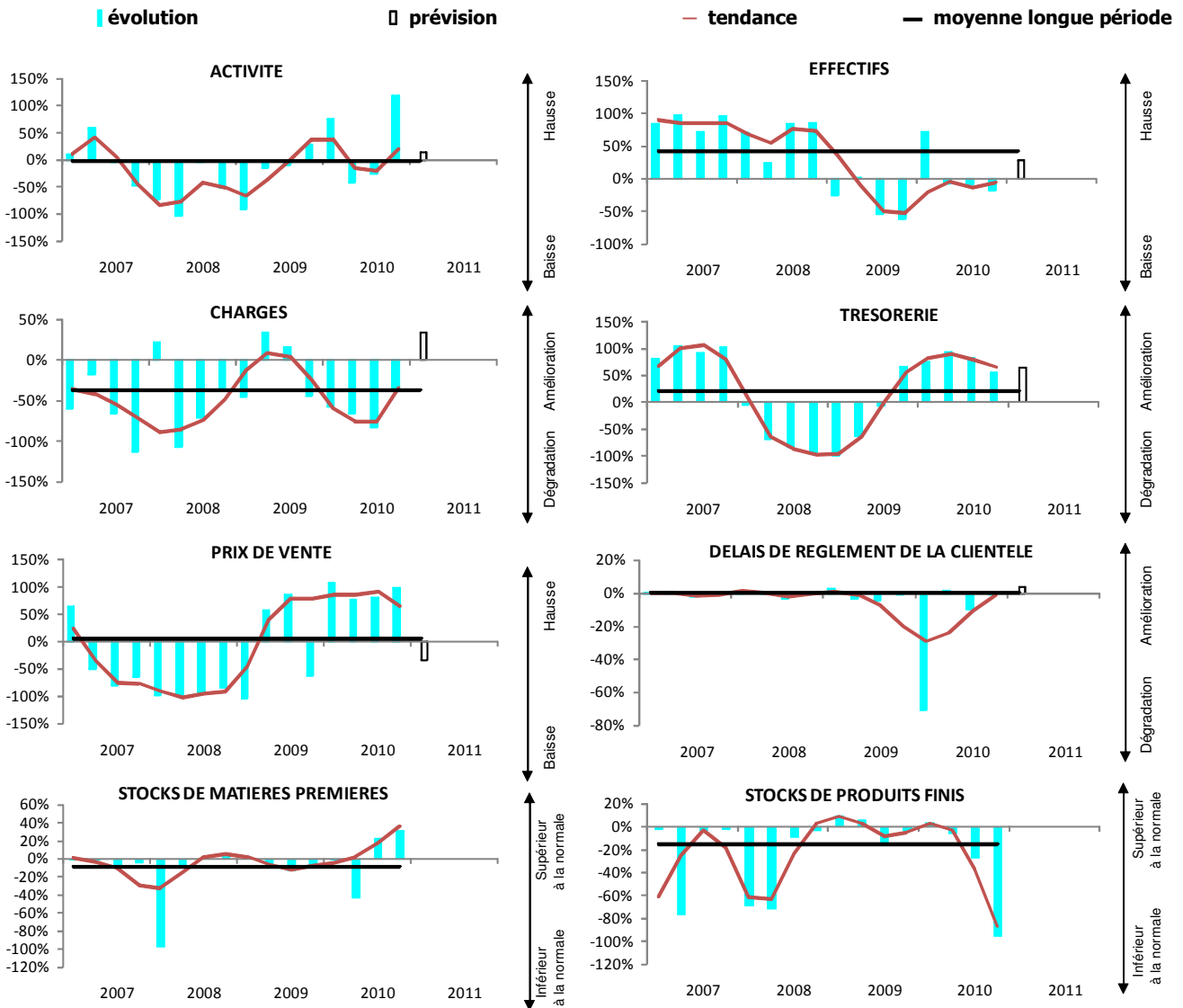
Sources : Service des douanes, ISEE

	3e trim. 2010	4e trim. 2010	Variation	Cumul 2009	Cumul 2010	Variation
INDUSTRIES DIVERSES						
Importations de métaux (en millions de F CFP)	3 687	3 149	- 14,6%	9 956	13 707	+ 37,7%

Sources : Service des Douanes, IEOM

4-4 Industries minières et métallurgiques

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise des « Mines et de la métallurgie » au 31 décembre 2010

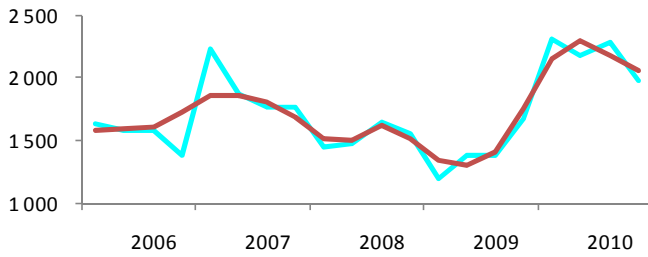


Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

Production de produits miniers

(en milliers de tonnes)

Données CVS — Tendances

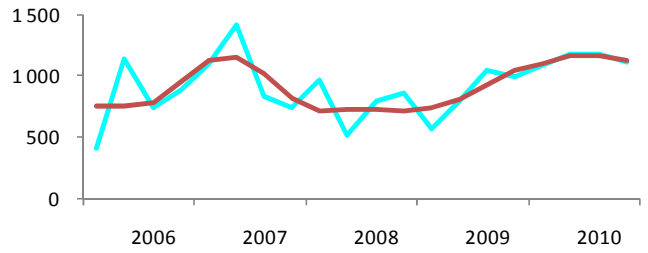


Source : Service des Mines

Exportations de produits miniers

(en milliers de tonnes)

Données CVS — Tendances

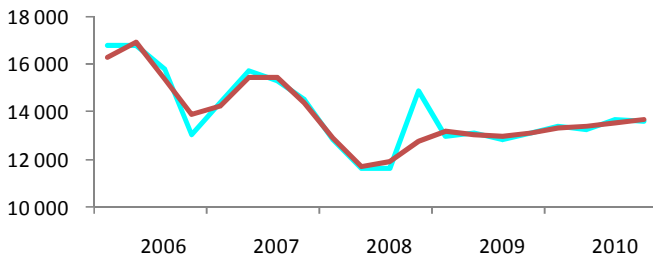


Source : Service des Mines

Production de produits métallurgiques

(en tonnes de métal contenu)

Données CVS — Tendances

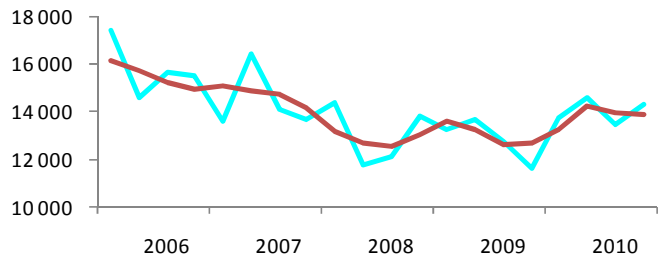


Source : Service des Mines

Exportations de produits métallurgiques

(en tonnes de métal contenu)

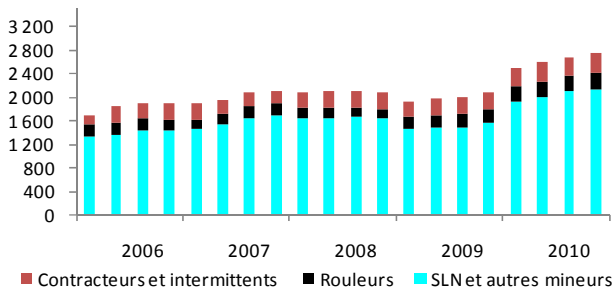
Données CVS — Tendances



Source : Service des Mines

Emploi sur mines

(en nombre)



Source : Service des Mines

Prix du nickel au LME en moyenne mensuelle

(En USD la livre)



Source : LME

Cours du dollar US / F CFP

(moyenne mensuelle)



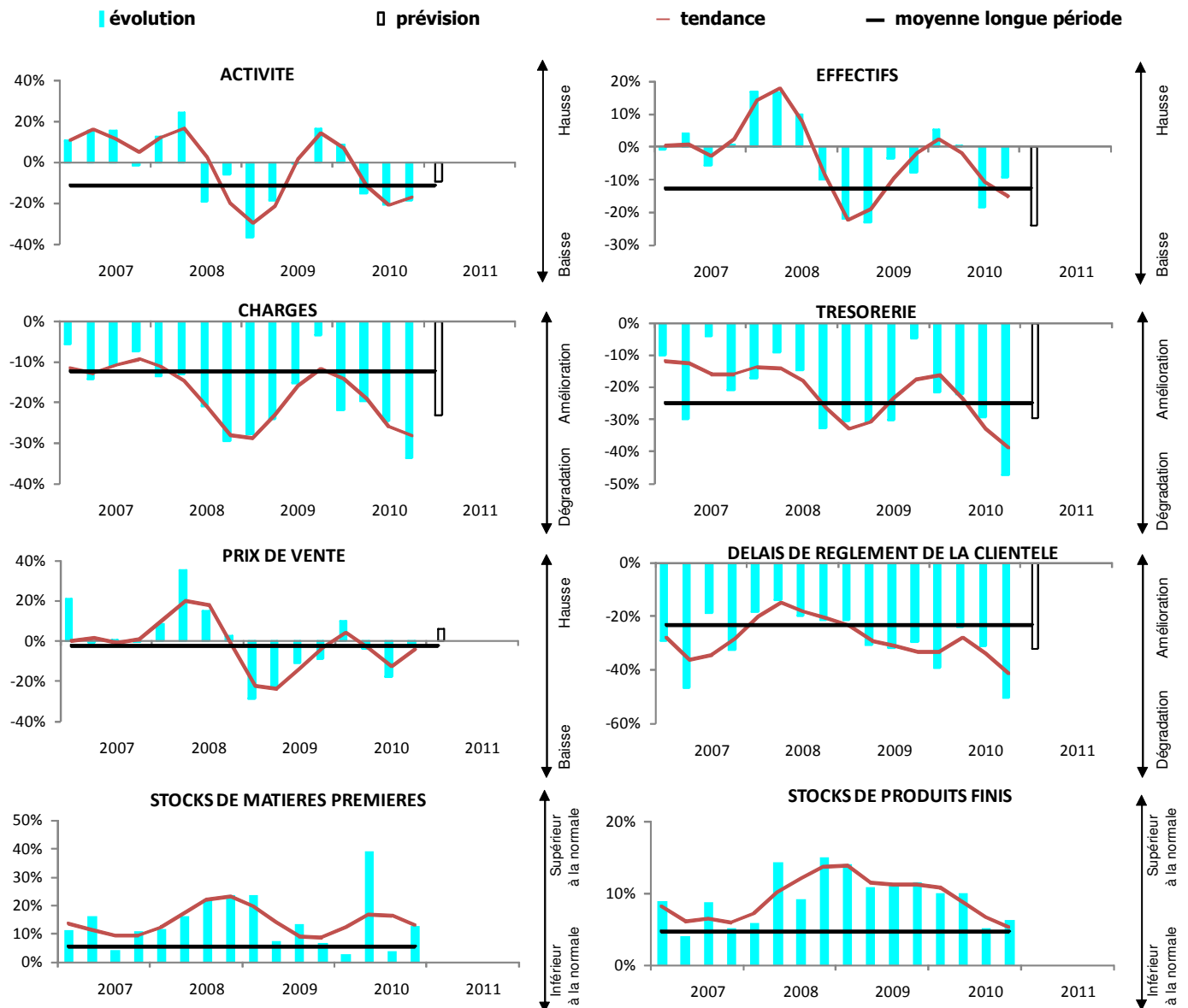
Source : Banque de France

	3e trim. 2010	4e trim. 2010	Variation	Moyenne 2009	Moyenne 2010	Variation
Prix du minerai de nickel (Source : LME)						
London Metal Exchange						
Cours moyen en USD la livre au comptant (*)	9,6	10,7	+ 11,4%	6,6	9,6	+ 44,9%
Cours du nickel au LME en F CFP/livre (*)	886	941	+ 6,1%	564	890	+ 57,7%
	Moyenne 3e trim. 2010	Moyenne 4e trim. 2010	Variation	Moyenne 2009	Moyenne 4e trim. 2010	Variation
Stocks mondiaux de nickel (tonnes)	118 909	129 419	+ 8,8%	134 381	129 419	- 3,7%
	3e trim. 2010	4e trim. 2010	Variation	Cumul 2009	Cumul 2010	Variation
MINERAI DE NICKEL (Source : Service des Mines)						
Production : en milliers de tonnes humides (1)	2 551	2 112	- 17,2%	5 689	8 709	+ 53,1%
Saprolites	1 776	1 446	- 18,6%	4 296	6 018	+ 40,1%
Latérites	775	666	- 14,0%	1 392	2 691	+ 93,3%
Exportations : en milliers de tonnes humides (2)	1 180	1 478	+ 25,2%	3 514	4 574	+ 30,2%
Saprolites	617	653	+ 5,9%	2 066	2 272	+ 10,0%
Latérites	564	825	+ 46,3%	1 448	2 302	+ 59,0%
Part de la production exportée (2)/(1)	46,3%	70,0%	+ 23,7 pts	61,8%	52,5%	- 9,3 pts
Valeur FAB des exportations (en millions de F CFP)	7 140	7 942	+ 11,2%	14 711	26 198	+ 78,1%
Valeur moyenne de la tonne humide exportée en F CFP	6 049	5 373	- 11,2%	4 186	5 727	+ 36,8%
METALLURGIE (Source : Service des Mines)						
Production (en tonnes de nickel contenu)	13 168	13 989	+ 6,2%	52 132	53 940	+ 3,5%
Mattes	4 281	2 594	- 39,4%	13 902	13 917	+ 0,1%
Ferronickels	8 887	11 172	+ 25,7%	38 230	39 802	+ 4,1%
Exportation (en tonnes de nickel contenu)	13 337	14 297	+ 7,2%	51 180	55 892	+ 9,2%
Mattes	4 512	2 646	- 41,3%	14 196	14 393	+ 1,4%
Ferronickels	8 825	11 532	+ 30,7%	36 985	41 381	+ 11,9%
Valeur FAB des exportations (en millions de F CFP)	21 661	21 820	+ 0,7%	62 171	89 423	+ 43,8%
Mattes	6 698	3 805	- 43,2%	17 301	20 836	+ 20,4%
Ferronickels	14 962	17 836	+ 19,2%	44 870	68 407	+ 52,5%

Sources : Service des Mines, ISEE, IEOM. (*) moyenne arithmétique du cours moyen mensuel

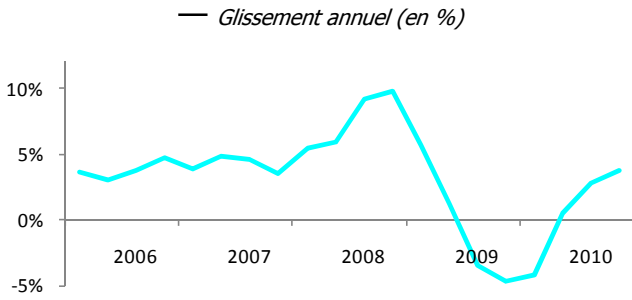
4-5 Bâtiment et travaux publics

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur « Bâtiment et Travaux publics » au 31 décembre 2010



	3e trim. 2010	4e trim. 2010	Variation	Cumul 2009	Cumul 2010	Variation
MATERIAUX DESTINES AU BTP (Sources : ISEE, Service des Douanes)						
Ventes de ciment (en tonnes)	42 734	40 234	- 5,8%	139 858	161 233	+ 15,3%
Importations maritimes de matériaux de construction (en tonnes) :						
. Ciment	551	18	-96,6%	1 717	782	-54,5%
. Clinker	31 341	36 900	17,7%	91 080	122 312	34,3%
EMPLOI (Source : Agence pour l'emploi)						
	juin-2010	sept-2010	Variation	sept-2009	sept-2010	Variation
Effectifs du BTP (stock en fin de période)	8 805	8 935	+ 1,5%	8 472	8 935	+ 5,5%
CONDITIONS DE FINANCEMENT						
Encours global des crédits à la construction (en millions de F CFP)	99 471	101 159	+ 1,7%	91 741	101 159	+ 10,3%

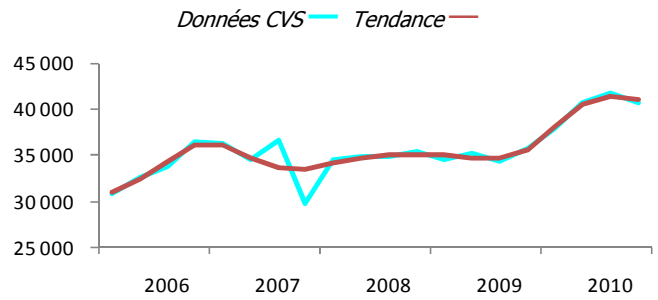
Index B.T. 21



Source : ISEE

Ventes de ciment

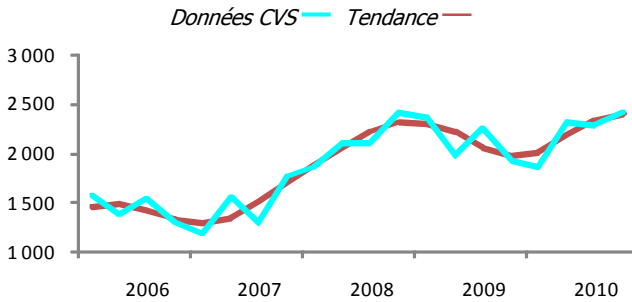
(en tonnes)



Source : Holcim (Nouvelle-Calédonie)

Importation de plâtre et matériaux en plâtre

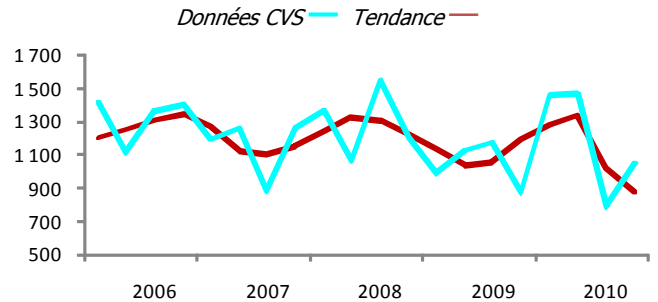
(en tonnes)



Source : ISEE, Douanes

Importation de tôle pour couverture

(en tonnes)

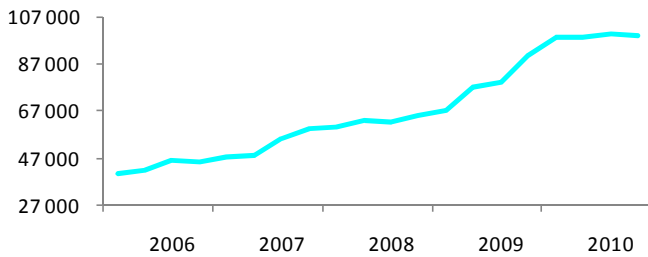


Source : ISEE, Douanes

Encours bancaires des crédits à la construction des entreprises

(toutes zones en millions de F CFP)

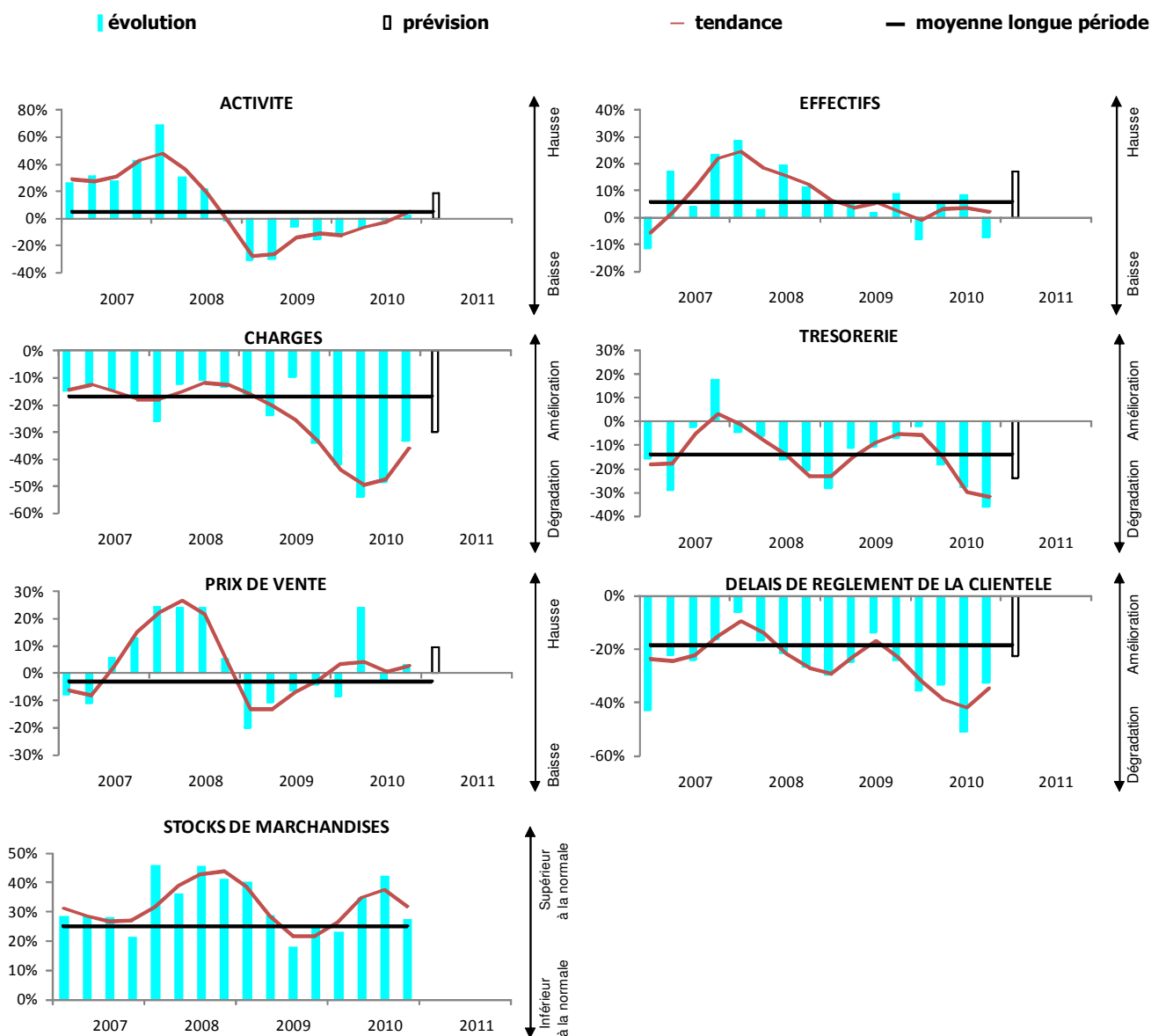
Données brutes



Source : IEOM

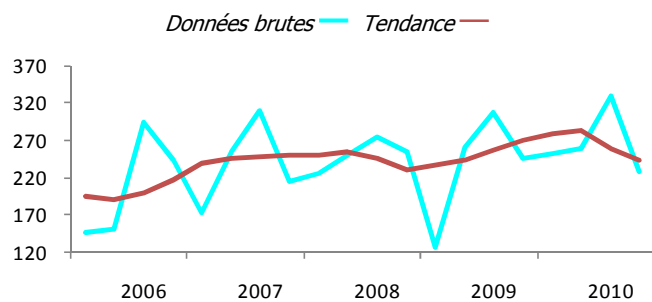
4-6 Commerce

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur du « Commerce » au 31 décembre 2010



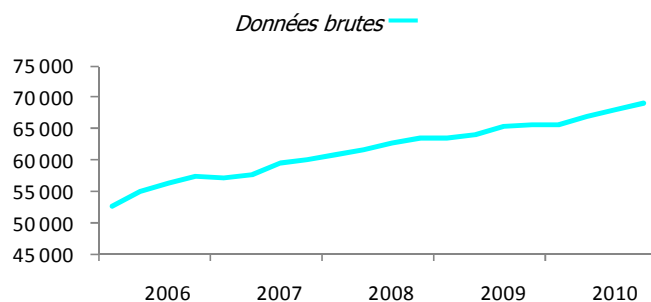
Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

Importations de textile (en tonnes)



Sources : Service des Douanes, ISEE

Encours bancaires des crédits de trésorerie des ménages (en millions de F CFP)



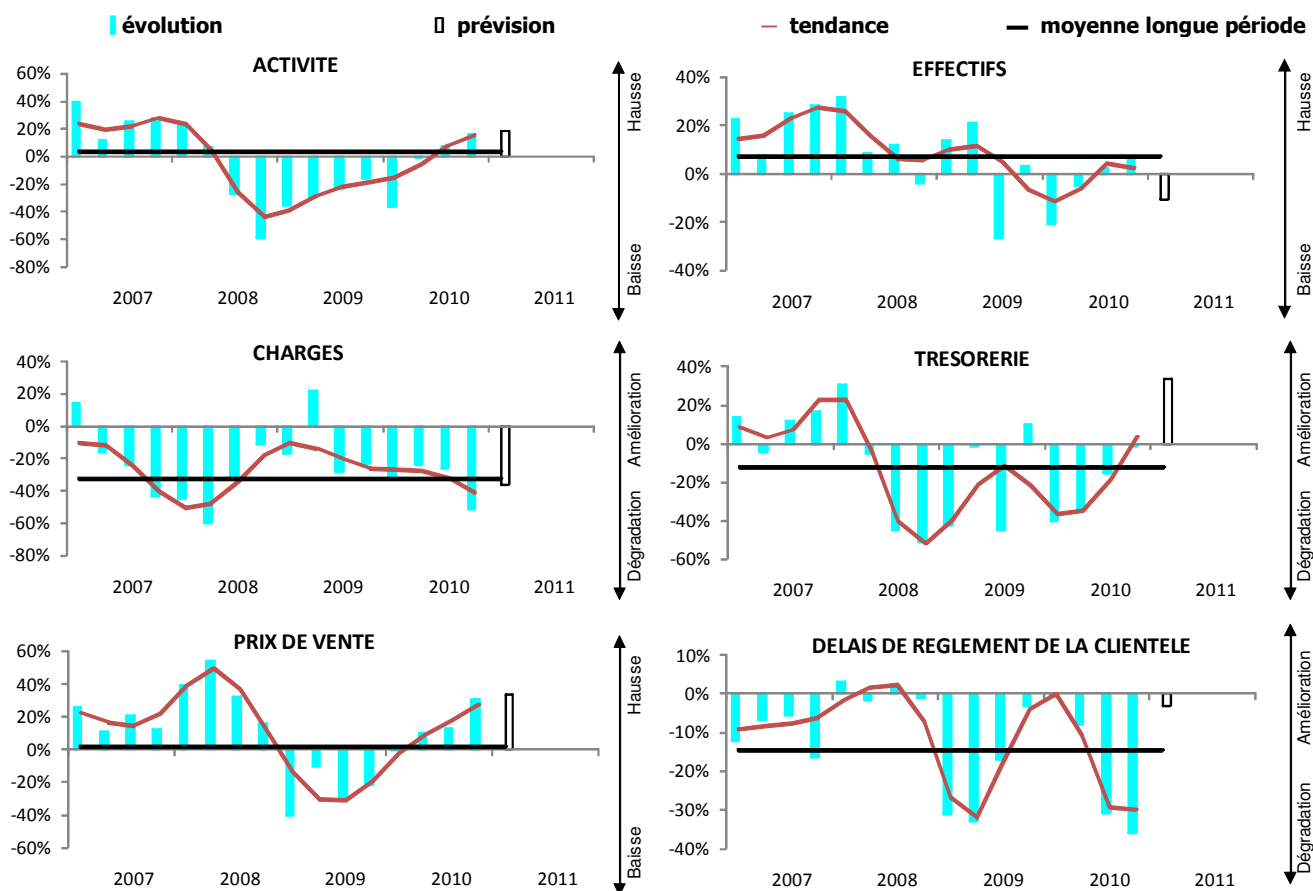
Source : IEOM

	3e trim. 2010	4e trim. 2010	Variation	Cumul 2009	Cumul 2010	Variation
COMMERCE						
importations de textiles (en tonnes)	329	229	-30,4%	937	1 070	+14,1%

Sources : Service des Douanes, ISEE, IEOM

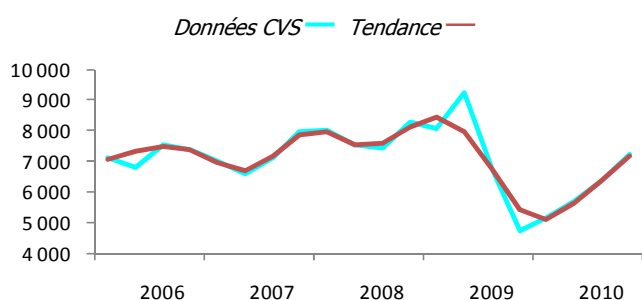
4-7 Hôtellerie - Tourisme

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur de « l'Hôtellerie et du Tourisme » au 31 décembre 2010



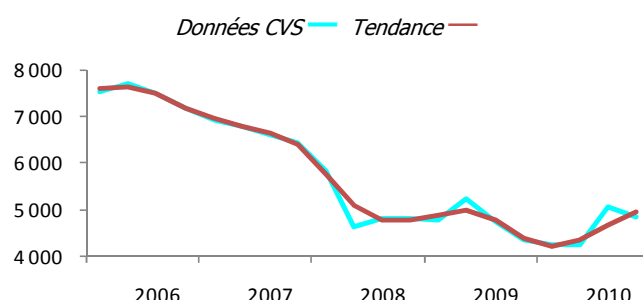
Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

Nombre de touristes français



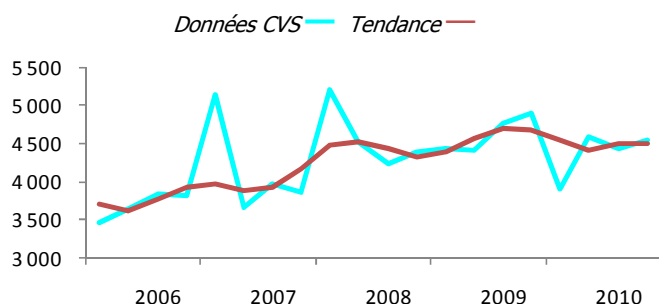
Source : ISEE

Nombre de touristes japonais



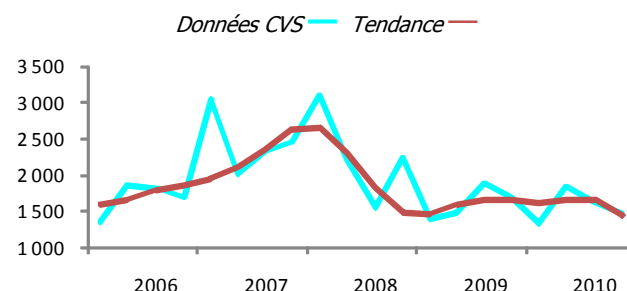
Source : ISEE

Nombre de touristes australiens



Source : ISEE

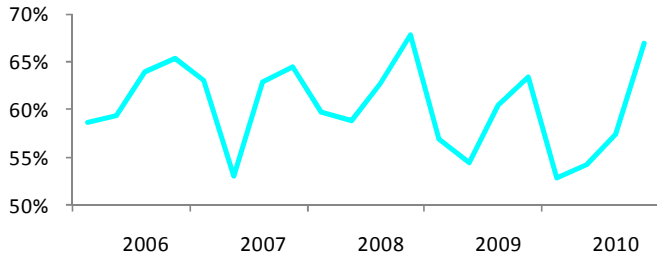
Nombre de touristes néo-zélandais



Source : ISEE

Taux d'occupation des chambres

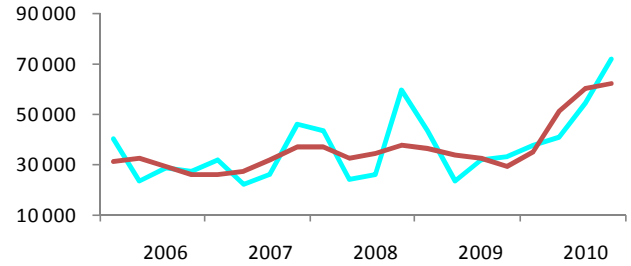
Moyenne trimestrielle - données brutes



Source : ISEE

Nombre de croisiéristes

Données brutes — Tendance



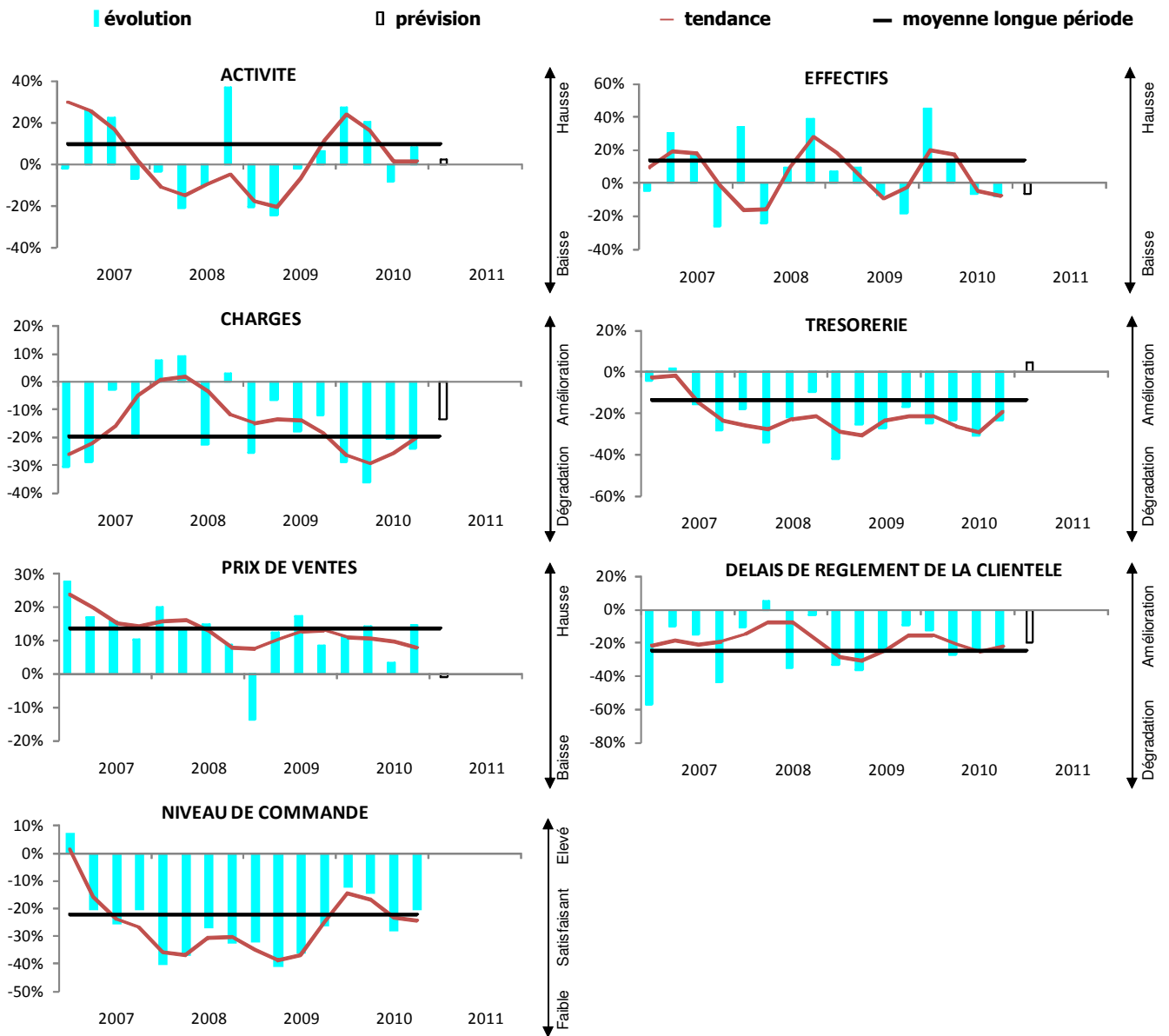
Source : ISEE

	3e trim. 2010	4e trim. 2010	Variation	Cumul 2009	Cumul 2010	Variation
TAUX D'OCCUPATION DES CHAMBRES ET NUITÉES (Source : Syndicat des hôteliers)						
Coefficient d'occupation (en %) (moyenne)	57,5%	67,0%	+ 9,5 pts	58,8%	57,9%	- 0,9 pts
Nombre de nuitées	130 082	153 267	+ 17,8%	569 041	535 425	- 5,9%
DEBARQUEMENT DE TOURISTES (Source : ISEE)						
Tourisme de séjour						
Nombre de touristes	27 354	30 603	+ 11,9%	99 379	98 562	- 0,8%
Touristes français	6 344	9 631	+ 51,8%	27 335	24 960	- 8,7%
Touristes japonais	5 715	5 116	- 10,5%	18 926	18 534	- 2,1%
Touristes australiens	4 710	4 971	+ 5,5%	18 567	17 551	- 5,5%
Touristes néo-zélandais	2 221	1 515	- 31,8%	6 651	6 406	- 3,7%
Touristes divers	8 364	9 370	+ 12,0%	27 900	31 111	+ 11,5%
Tourisme de croisière						
Nombre de croisiéristes	54 192	71 646	+ 32,2%	131 231	203 879	+ 55,4%
Nombre d'escales de navires	29	39	+ 34,5%	79	115	+ 45,6%

Source : ISEE, IEOM

4-8 Services aux entreprises

Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur des « Services aux entreprises » au 31 décembre 2010



Note méthodologique

L'évolution de la conjoncture est appréhendée au travers des résultats d'une enquête d'opinion menée auprès d'un échantillon représentatif de dirigeants d'entreprises et des données économiques brutes se rapportant aux différents secteurs d'activité, aux entreprises et aux ménages. Afin de faciliter la compréhension de ce document, il est utile de préciser quelques points.

Les commentaires ne font que refléter l'opinion des chefs d'entreprises interrogés et ne sauraient engager l'IEOM.

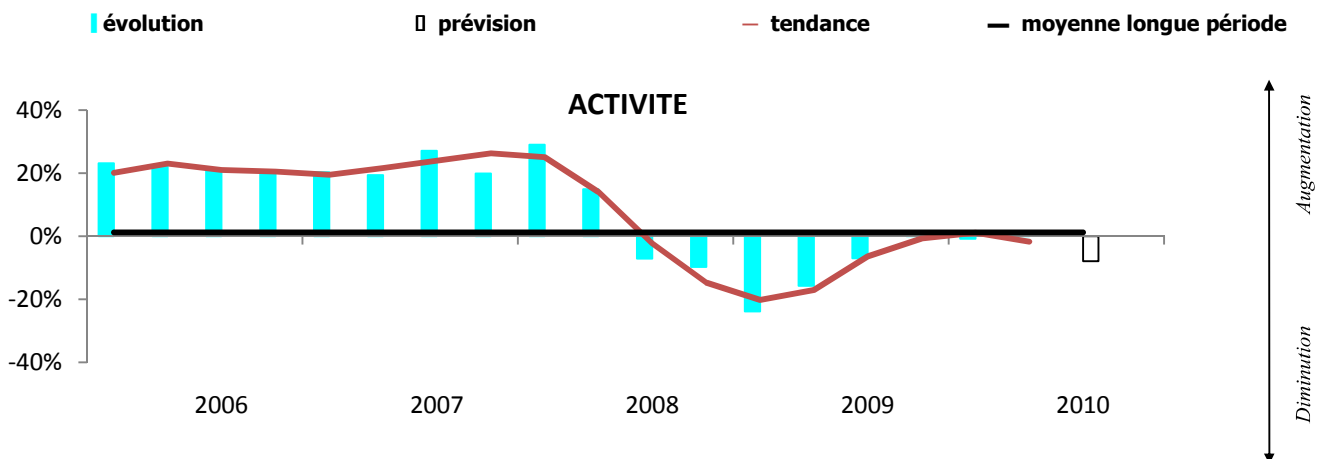
Interprétation des soldes d'opinion

Les courbes et histogrammes apparaissant dans certains graphiques retracent l'évolution des soldes d'opinion désaisonnalisés. Un solde d'opinion qui se rapporte à l'**activité** ou aux **charges d'exploitation** correspond à la différence entre le pourcentage de chefs d'entreprise qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont augmenté au cours du trimestre écoulé (réalisations) ou vont croître au cours du trimestre à venir (prévisions) et le pourcentage de ceux qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont diminué ou vont décroître. S'agissant de la **trésorerie**, le mode de calcul est identique, la question posée se référant à l'amélioration, à la stabilité ou à la dégradation.

Le traitement de l'enquête de conjoncture a été révisé en 2008 afin de mieux appréhender l'évolution de l'économie. Ainsi, deux critères sont dorénavant utilisées pour classer les entreprises interrogées : leur secteur d'activité et leur taille (en terme d'effectifs salariés) contre un seul auparavant (secteur d'activité). Cela permet dans le traitement des soldes d'opinion de donner aux opinions exprimées par les chefs de petites entreprises un poids proportionnel à l'importance de cette population d'entreprises en termes d'effectifs. En effet, la pondération par les effectifs dépend à la fois du secteur mais aussi de la classe de taille.

Les courbes et histogrammes évoluent de part et d'autre d'une ligne zéro marquant la stabilité. Ils ne traduisent pas une mesure statistique en valeur absolue ou relative des indicateurs mais une tendance, plus ou moins forte, à s'écarter ou à se rapprocher de la stabilité.

Ainsi, les courbes et les histogrammes établis évoluent de part et d'autre d'un axe des abscisses reflétant la stabilité de l'activité, des charges et de la trésorerie. Les points situés au-dessus de cet axe correspondent à des opinions majoritairement favorables (celles-ci s'avèrent de plus en plus optimistes lorsque la courbe ou l'histogramme s'inscrit dans une phase croissante et inversement de moins en moins favorables lorsqu'ils se rapprochent de l'axe des abscisses). A l'inverse, les points situés au-dessous de cet axe sont le reflet de réponses plutôt défavorables, de plus en plus négatives dans les phases descendantes et allant en s'atténuant lorsque la courbe ou l'histogramme se rapproche de l'axe des abscisses.

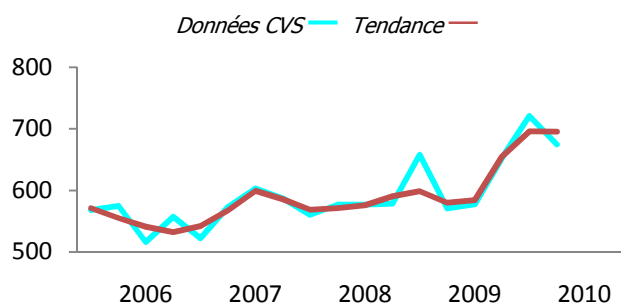


Compréhension des graphiques des indicateurs économiques

Les indicateurs se rapportant aux secteurs économiques, aux entreprises et à la demande des ménages, ainsi que les principaux indicateurs macro-économiques (prix, emploi, SMG...), figurent sous forme de graphiques pour les cinq dernières années selon des fréquences mensuelles ou trimestrielles.

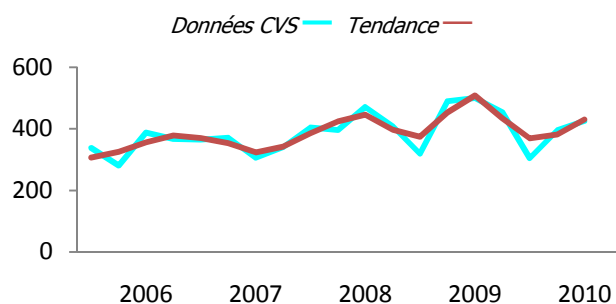
L'analyse des données révèle une saisonnalité, qui fait l'objet d'un traitement. On dit qu'elles sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Les données représentées, peuvent être brutes, CVS ou encore représentées sous forme de tendance afin d'obtenir un lissage dans le cas d'évolutions trop heurtées.

Abattages de viande bovine (en tonnes)



Source : OCEF

Importations de viande bovine (en tonnes)

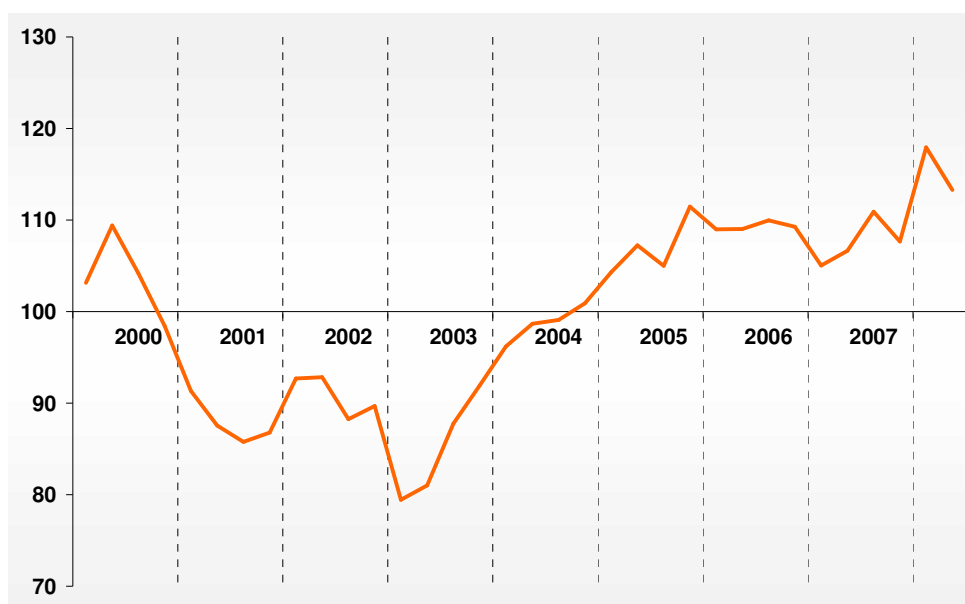


Source : Service des Douanes

Indicateur synthétique du climat des affaires (ICA)

Dans le cadre de l'amélioration de l'information conjoncturelle diffusée sur les économies d'outre-mer, l'IEDOM et l'IEOM ont élaboré un indicateur synthétique du climat des affaires, suivant la méthodologie appliquée par la Banque de France pour l'analyse de la conjoncture de l'industrie en métropole, mais en l'étendant à l'ensemble des grands secteurs d'activité. Cet indicateur est établi à partir des résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture au moyen d'une analyse en composante principale, afin de résumer le maximum de l'information contenue dans chacune des questions de l'enquête de conjoncture. Il est centré sur sa moyenne de longue période (normé à 100, avec un écart-type de 10), afin de faciliter sa lecture.

L'indicateur de climat des affaires s'interprète de la manière suivante : plus il est élevé, plus les chefs d'entreprise évaluent favorablement la conjoncture. Un niveau supérieur à 100 signifie que l'opinion des dirigeants d'entreprises interrogés sur la conjoncture est supérieure à la moyenne sur longue période.



Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : T. BELTRAND
Editeur et imprimeur : IEOM
Achevé d'imprimer le 07 mars 2011
Dépôt légal : mars 2011 n° ISSN 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

AGENCE DE NOUVELLE-CALEDONIE
19, Rue de la République - BP 1758 - 98845 Nouméa Cedex
Téléphone : (687)275822 - Télécopie : (687)276553
e-mail : agence@ieom.nc
Site internet : <http://www.ieom.fr>

Coordonnées du siège



IEOM

164, rue de Rivoli
75001 PARIS
Tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
E-mail : contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : agence@ieom.wf
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03